

Les premières «KIA» algériennes vers la Mauritanie

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4611 - Jeudi 25 octobre 2018 - Prix : 10 DA

Meurtre de Khashoggi
Trump dénonce l'opération
de dissimulation
des Saoudiens

Page 12

Déstockage de 1 million de quintaux pour stabiliser le marché

Hausse du prix de la pomme de terre

Page 2

**L'offre
inacceptable
des Turcs
aux Saoudiens**

Par Mohamed Habili

Si le discours de Recep Tayyip Erdogan de mardi dernier a pu paraître très en deçà des attentes du public, puisqu'il n'a quasiment rien apporté de nouveau par rapport aux faits tels que révélés par les fuites distillées par des journaux proches du pouvoir turc, il n'en reste pas moins vrai qu'il a été sans complaisance vis-à-vis des Saoudiens. Ceux qui ont cru que le président turc allait leur faire écouter ou montrer des enregistrements ont sûrement été déçus. Les autorités saoudiennes n'en ont pas poussé un soupir de soulagement pour autant. En fait, c'est une sorte de marché qui leur a été proposé par Erdogan : elles font le ménage chez elles, sous-entendu tout le ménage, et lui en retour ne fera voir à personne les preuves accablantes en sa possession. Pas même aux Américains, qui ont envoyé exprès la directrice de la CIA pour en prendre connaissance. Erdogan dans ce discours a voulu dire au roi Salman qu'il était prêt à reconnaître toutes les circonstances atténuantes que celui-ci voudra faire valoir, à condition toutefois qu'il évince son propre fils, le prince héritier. Mais le roi saoudien pourra-t-il destituer son fils sans le désigner par la même occasion comme l'instigateur de l'assassinat en question ? Il aurait pu peut-être se résoudre à cela en conséquence d'une faute bénigne, mais l'écart de la succession après un crime qui a révolté le monde, est-ce possible sans que cela revienne à le jeter en pâture à ses ennemis intérieurs et extérieurs ? Ce que le président turc demande au roi saoudien est au-dessus des forces d'un père. *Suite en page 3*

Bien que Bouhedja n'a pas démissionné

Un nouveau président à l'APN



P.H.D. R.

Le député du FLN, Mouad Bouchareb, seul candidat, a été élu hier à la majorité nouveau président de l'Assemblée populaire nationale. Avec Said Bouhedja qui n'a pas encore démissionné, l'APN se retrouve aujourd'hui avec deux chefs aux commandes. *Lire page 3*

Education à Béjaïa

Les adjoints d'éducation et superviseurs en colère

Page 3

Exposition sur les arts optiques de l'américaine Anne Murray

«Un message à tous les intolérants»

Page 13

Déstockage de 1 million de quintaux pour stabiliser le marché

Hausse du prix de la pomme de terre

■ La flambée des prix des produits de consommation continue à fragiliser le pouvoir d'achat de l'écrasante majorité des ménages. Hormis certains produits soutenus par les subventions étatiques, les autres produits alimentaires continuent leur ascension. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 95 DA le kilo dans la majorité des marchés et rares sont les marchands qui la proposaient à 85 ou 80 DA.

Par Meriem Benchaouia

A cet effet, une quantité de près d'un million de quintaux (qx) de pomme de terre stockés sera mise sur le marché progressivement durant la période fin octobre-début décembre afin d'assurer la disponibilité de ce tubercule et de stabiliser son prix, a indiqué hier à Alger un responsable au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Ces quantités déstockées avaient été conservées dès juin dernier dans des chambres froides appartenant à 69 opérateurs conventionnés avec l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (Onilev), répartis sur 14 wilayas, selon les explications du directeur de la régulation des produits agricoles au ministère, Mohamed Kherroubi, lors d'une conférence de presse. Alors que la récolte de saison tire à sa fin, l'Onilev a procédé samedi dernier à la première opération de déstockage de pomme de terre,



selon le même responsable précisant que 50 000 qx ont été commercialisés jusqu'à présent, soit 5% du volume global stocké. Le déstockage se fera régulièrement sur cinq étapes d'une durée de dix jours chacune, et ce, jusqu'à l'entrée, en décembre prochain, des premières récoltes de l'arrière-sai-

son, notamment celles provenant d'El Oued et de Mostaganem. Les mois d'octobre et de novembre constituent une période de soudure qui intervient à la fin de la récolte de la saison (mai-octobre) et avant le début de la récolte de l'arrière-saison (décembre-mars). Généralement, les prix de

ce tubercule enregistrent une nette hausse durant cette période. Toutefois, «le marché a vite réagi cette année aux opérations de déstockage», selon le directeur général de l'Onilev, Farid Abdouche. Le kilogramme de pomme de terre est cédé entre 37 et 45 dinars sur le marché de gros, alors que son prix avait

augmenté à 65 dinars juste avant le début du déstockage, d'après les chiffres avancés par M. Abdouche. Interrogé sur la qualité de la pomme de terre stockée, il a assuré que ce produit agricole a été conservé selon les normes internationales dans des chambres froides contrôlées, conformément au cahier des charges qui régit cette activité. L'opération de déstockage s'inscrit dans le cadre du nouveau programme du ministère visant à réguler la distribution des produits agricoles stratégiques, notamment lors de la période de soudure. Ce programme comprend actuellement deux dispositifs de stockage/déstockage dédiés à la pomme de terre et à l'ail. Ces dispositifs ont pour objectif principal de stabiliser l'approvisionnement du marché et de préserver les intérêts des agriculteurs qui souffraient, dans les années précédentes, du manque de débouchés à leurs excédants de production.

M. B.

Exposition de la production algérienne à Nouakchott

Les premières «KIA» algériennes vers la Mauritanie

L'exposition de la production algérienne connaît vraisemblablement un franc succès notamment dans sa partie coopération où un nombre important d'accords ont été paraphés, dont ces deux conventions de partenariat et la commercialisation des voitures KIA-Algérie. L'Algérie compte se lancer dans l'exportation de véhicules algériens de marque «KIA» vers la Mauritanie et investir dans les prestations logistiques, à la faveur de la signature avant-hier soir, de deux conventions de coopération et de partenariat signées entre Global Group Algérie et le groupe mauritanien «HB» Bouchraya pour la distribution et la commercialisation des voitures KIA-Algérie. L'Algérie compte se lancer dans l'exportation de véhicules algériens de marque «KIA» vers la Mauritanie et investir dans les prestations logistiques, à la faveur de la signature avant-hier soir, de deux conventions de coopération et de partenariat signées entre Global Group Algérie et le groupe mauritanien «HB» Bouchraya. A ce titre, à travers ses deux filiales Diaz Export et Diaz Invest, Global Group Algérie compte, s'associer au groupe HB Bouchraya, pour la distribution et la commercialisation, l'année en cours, de véhicules algériens de marque «KIA» en Mauritanie et dans les pays d'Afrique de l'Ouest, a annoncé le directeur général de Diaz Export, Sofiane Mourad. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus de l'Algérie pour la promotion des exportations hors hydrocarbures, en vue de réaliser la complémentarité économique avec les pays voisins où le groupe œuvre, à travers ses filiales, à jeter des ponts logistiques à même d'encourager les échanges commerciaux, la circulation des personnes et des biens et la coopération économique bilatérale. Selon la même source,

Diaz Invest entrera en partenariat et en coopération avec le groupe HB Bouchraya, pour l'établissement d'une zone de libre-échange et la création d'une compagnie de transport algéro-mauritanienne (50/50) sous le nom de «LOGAM», dont le siège sera établi dans la région de Bir Moghreïn, située à 400 km des frontières algéro-mauritaniennes. Cette convention devrait asseoir une base logistique offrant des prestations de haute qualité, en facilitant le transport et le stockage des produits en Mauritanie et dans les pays d'Afrique de l'Ouest, outre la création de postes d'emploi au profit des jeunes de la région. Les conventions prévoient, également, la formation de l'équipe désignée par le groupe HB Bouchraya, outre l'encadrement et la formation de l'équipe du partenaire mauritanien, tout en se focalisant sur la formation technique et commerciale en matière de distribution et de services après-vente, outre le suivi et l'évaluation continue des compétences notamment à travers l'organisation de visites régulières aux usines et aux sociétés relevant de Global Group.

Djellab : Cap maintenu sur de nouveaux marchés en Afrique

Par ailleurs, Saïd Djellab, ministre du Commerce, pour qui cette exposition de la production algérienne à Nouakchott constituera un moyen de développement des échanges commer-

ciaux et la réalisation de l'intégration économique à travers les investissements, a de ce fait insisté en présence de son homologue mauritanienne, Khadija Embarek fall, lors de l'ouverture de cet événement économique, sur le déploiement d'une nouvelle dynamique de son secteur à travers diverses manifestations économiques à l'étranger. Aussi, a-t-il fait part de la volonté du gouvernement algérien à développer la coopération économique et le soutien des actions dans ce sens pour atteindre durant les prochaines années la réalisation de grands projets d'investissement renforçant la coopération entre l'Algérie et la Mauritanie. Laquelle volonté enchaînera-t-il, hissera le niveau des échanges commerciaux à celui des relations existant entre les deux pays. «Nous sommes confiants que ces vœux seront concrétisés sur le terrain», a ajouté le ministre, réaffirmant que son secteur est prêt à étudier toutes les préoccupations exprimées par les hommes d'affaires mauritaniens et algériens. Il s'agit là, poursuivra-t-il, d'une nouvelle dynamique, qui sur recommandations du Président Bouteflika, insiste sur la nécessité de s'orienter vers le marché africain et la coopération avec les pays voisins afin de fournir tous les outils permettant la réussite des échanges économiques et le développement des régions frontalières, expliquera Saïd Djellab. Cette nouvelle dynamique dira-t-il, a permis à

l'Algérie d'accéder à plusieurs marchés internationaux tels que ceux de Washington, de Belgique et de Mauritanie, et se poursuivra jusqu'à la fin de l'année pour viser les marchés du Qatar, du Gabon et de la grande foire commerciale panafricaine. Suite à quoi, ces manifestations se clôtureront à la fin de l'année par l'Exposition de la production nationale à Alger. Notons à ce propos qu'un comité ministériel de programmation des manifestations économiques africaines et internationales a été installé jeudi dernier pour le suivi de la manifestation et le soutien des opérateurs économiques à l'étranger.

Explorer des opportunités d'investissement

De son côté, Zeine El Abidine Ould Cheikh, président de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM), a souligné l'importance des conventions conclues entre les entreprises des deux pays et leur rôle dans l'élargissement des cadres des relations et des échanges commerciaux. Une importance qui fait qu'une délégation importante, composée de 50 hommes d'affaires (30 Algériens et 20 Mauritaniens) ira jeudi à Nouadhibou pour visiter la zone libre et explorer les opportunités d'investissement.

Sur les lieux, le président de ladite zone libre donnera des explications détaillées sur les opportunités d'investissement dans cette région, en sus de l'or-

ganisation de rencontres B2B entre les hommes d'affaires algériens et mauritaniens. Ainsi, pour le président de l'UNPM, l'ouverture du nouveau poste frontalier Mustapha-Ben Boulaid permettra d'opérer une véritable relance commerciale entre les deux pays, dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la métallurgie et du gaz, notamment après la découverte de quantités importantes de gaz en Mauritanie.

En outre, évoquant les missions du Conseil d'affaires algéro-mauritanien, M. Ould Cheikh a mis l'accent sur la nécessité de fournir davantage d'efforts en vue de promouvoir les relations bilatérales. «Nous avons créé un Conseil d'affaires algéro-mauritanien qui regroupe 31 hommes d'affaires des deux pays, afin de booster la coopération bilatérale dans les différents domaines économiques», a-t-il soutenu. Le Conseil est chargé du suivi de la mise en œuvre de toutes les conventions conclues mardi ainsi que du contrôle des différents obstacles dressés dans ce domaine, en vue de leur levée. La partie mauritanienne souhaite bénéficier de l'expérience algérienne dans le secteur de la pêche en Mauritanie, une activité qui était développée en 1983 puis elle a connu une récession, a-t-il précisé. Rappelons à ce sujet que l'Algérie avait doté la Mauritanie en 1983 de cinq bateaux de pêche fabriqués en Algérie pour renforcer l'activité de pêche en Mauritanie.

Lynda Naili

Bien que Bouhedja n'a pas démissionné

Un nouveau président à l'APN

■ Le député du parti du FLN, Mouad Bouchareb, seul candidat, a été élu hier à la majorité nouvelle président de l'Assemblée populaire nationale. Avec Saïd Bouhedja qui n'a pas encore démissionné, l'APN se retrouve aujourd'hui avec deux chefs aux commandes.

Par Thinhinene Khouchi

En remplacement de Saïd Bouhadja qui a fait l'objet d'un retrait de confiance de la part de la majorité des députés mais qui n'a pas encore déposé sa démission, Mouad Bouchareb a été élu à main levée lors d'une séance plénière présidée par le député Hadj Laïb en sa qualité de doyen des membres de l'APN. En effet, sur l'ensemble des 321 députés qui ont voté lors de cette séance, 320 ont voté oui, dont 33 par procuration, alors qu'un député s'est abstenu. Les partis de la majorité au sein de l'APN qui ont plébiscité le nouveau président de l'Assemblée, sont le FLN qui compte 161 députés à l'Assemblée, le RND (100), Tajamoua Amel El-Djazair (Taj, 20), le Mouvement populaire algérien MPA, 13 ainsi que les indépendants avec plus de 30 députés au sein de l'Assemblée. Cette séance plénière a été boycottée par plusieurs députés dont les députés du Front des forces socialistes FFS qui compte 14 députés à l'Assemblée, le Parti des travailleurs PT avec 11 députés, le Mouvement de la société pour la paix 34, Front El-Moustakel 14, le Rassemblement pour la culture et la démocratie RCD, 9, le Mouvement El-Islah 1, l'Alliance Adala-Ennahda-Bina avec 15 députés, ainsi que les députés de l'Alliance nationale républicaine 6. Ce jeune président âgé de 47 ans et élu de la wilaya de Sétif au titre de la 8e législature, issue des élections législatives de mai 2017, était président du groupe parlementaire du FLN à la chambre basse du Parlement. Avant l'élection de son nouveau président, l'APN a tenu une séance plénière consacrée à l'adoption du rapport de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés relatif à la constatation de la vacance du poste de président de l'APN. L'élection du nouveau président de l'APN est régie par la Constitution, la loi



P.H.D. R.

organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le gouvernement, et le règlement intérieur de l'Assemblée. En effet, selon cette loi organique, le président de l'APN est élu conformément aux dispositions de l'article 131 de la Constitution. Le règlement intérieur précise les modalités de cette élection. Selon l'article 10 du règlement intérieur de l'APN, en cas de vacance de la présidence de l'APN par suite de démission, d'incapacité, d'incompatibilité ou de décès, il est procédé à l'élection du président de l'Assemblée suivant les mêmes modalités prévues par le règlement intérieur dans un délai maximum de 15 jours à compter de la déclaration de la vacance. Mais malgré l'absence de ses conditions « démission, incapacité, incompatibilité ou décès », le nouveau président a été élu hier. L'APN se retrouve alors avec deux chefs aux commandes. Ce qui est sûr, c'est que Mouad Bouchareb sera le plus jeune président de l'APN. En effet, neuf personnalités se sont succédés à la tête de l'APN depuis 1977 : Rabah Bitat, Abdelaziz Belkhadem, Abdelkader Bensalah (président

de Conseil national de transition) de mai 1994 à mai 1997 puis président de l'APN de mai 1997 à juin 2002, Karim Younes, Amar Saädani, Abdelaziz Ziari, Mohamed Larbi Ould Khelifa et Saïd Bouhadja.

L'opposition appelle à la dissolution et menace de quitter le Parlement

Présent à l'APN, Lakhdar Benkhellaf, chef du groupe parlementaire de l'union Ennahda, justice et construction ADALA a déclaré en marge de la séance d'hier qu'il a d'ailleurs boycotté qu'il a appelé le gouvernement à la dissolution du Parlement qui connaît aujourd'hui des dépassements et voit que la décision d'élire le nouveau président de l'APN sans le départ de Saïd Bouhadja comme « un pur coup d'état » auquel l'opposition s'oppose. Il affirme que le Parlement va connaître dans les jours à venir plusieurs changements et menace de quitter définitivement le Parlement. « Si le gouvernement ne dissout pas le Parlement qui est devenu une vraie mascarade, on procédera à une démission », a menacé le chef du groupe ADALA. De son côté, Belkacem Sahli, secrétaire général de l'Alliance nationale républi-

caine avait décidé de déposer sa démission du Parlement. Il s'en remet aux cadres de sa formation politique afin de prendre une décision définitive. Les députés de l'Alliance nationale républicaine qui ont boycotté hier la séance plénière pour élire le nouveau président de cette instance, justifient dans un communiqué rendu public, ce choix par le caractère « illégal » de la décision de déclarer le poste de président de l'APN « vacant ». Le parti de Belkacem Sahli, qui rappelle sa fidélité au chef de l'État, a également dénoncé le caractère « peu civique » le fait d'empêcher le président de l'APN de rejoindre son bureau. Cette crise constitue, également, une « contradiction avec les orientations du président de la République » qui a « plaidé pour le dialogue », indique la même source. Pour rappel, cette séance plénière a été boycottée par plusieurs députés dont ceux du Front des forces socialistes FFS, le Parti des travailleurs, le Mouvement de la société pour la paix, Front El-Moustakel, le Rassemblement pour la culture et la démocratie, le Mouvement El-Islah, l'Alliance Adala-Ennahda-Bina, ainsi que les députés de l'Alliance nationale républicaine.

T. K.

LA QUESTION DU JOUR

L'offre inacceptable des Turcs aux Saoudiens

Suite de la page une

Encore plus si ce père n'a qu'une envie : se décharger sur ce fils précis, et pas d'un autre, du poids de ses responsabilités. Les Saoudiens sont condamnés à défendre le prince héritier qu'il soit coupable ou non. A plus forte raison d'ailleurs s'il est coupable. Il serait beaucoup plus facile de le défendre s'il était innocent. Leur système de défense est connu. Il ne sera pas facile de le briser. Si Erdogan croit pouvoir en venir à bout en démontrant la préméditation, il se trompe. Il n'aura fait dans ce cas que montrer la préméditation des 18 personnes désignées comme les coupables par les Saoudiens, une fois qu'ils ont reconnu la mort de Jamal Khashoggi. Entre faire ce que leur demandent les Turcs et continuer de s'en tenir à leur propre version des faits, que le président américain, pourtant un allié, considère maintenant comme le plus mauvais camouflage de toute l'histoire de ce genre d'affaires, après l'avoir qualifié de tout à fait crédible, ils préféreront sans doute le deuxième terme de l'alternative. Il n'y aurait qu'un seul cas où ils céderaient peut-être aux exigences des Turcs : si ceux-là détenaient un enregistrement de Mohammed Ben Salman le montrant en train de donner l'ordre de liquider Jamal Khashoggi. Or une telle pièce à conviction n'existe pas. Trump se trompe donc en s'imaginant que les Saoudiens ont tout raté dans cette affaire. Les Turcs retrouveraient-ils les restes du journaliste que cela ne changerait rien. Ce que les Saoudiens nieraient toujours, ce n'est pas la préméditation, devenue pour eux secondaire dès lors qu'ils ont admis la mort de Khashoggi dans leur consulat, mais que l'ordre de liquider le journaliste ait été donné par Ben Salman. Le roi a d'autant moins de changer maintenant de successeur qu'il peut sauver celui qu'il s'est donné.

M. H.

Education à Béjaïa

Les adjoints d'éducation et superviseurs en colère

Les adjoints d'éducation et les superviseurs de la wilaya de Béjaïa ont organisé hier une double action de protestation. Outre un débrayage cyclique programmé pour chaque mercredi, ils ont décidé d'observer un rassemblement de protestation devant le siège de la direction de l'éducation pour « dénoncer le despotisme, les pressions, le mépris, la marginalisation de l'administration, et l'application immédiate du statut du superviseur de l'éducation » tels qu'ils l'ont mentionné dans leurs banderoles et pancartes arborées hier à l'occasion de

leur sit-in. Plusieurs établissements ont été touchés, notamment à l'est de la wilaya comme à Tichy, Aokas, Souk El-Tennine entre autres, et aussi dans la région de la Soummam. Cette action se veut aussi un soutien agissant et une solidarité envers les travailleurs et adjoints d'éducation du CEM Boukhefha-Amara d'Ouzellaguene où une adjointe d'éducation subit « des pressions terribles », selon des syndicalistes qui s'exprimaient hier sur radio Soummam. Les adjoints d'éducation et superviseurs dénoncent également « le diktat de certains directeurs d'établissements qui affectent les adjoints d'éducation et superviseurs à des tâches et missions qui ne sont pas les leurs, les forcent à travailler plus que leur volume horaire admis par la loi », expliquent les mécontents. Lesquels ont décidé de donner rendez-vous pour mercredi prochain devant la direction de l'éducation pour une nouvelle action. Au CEM 8-Mai 45 de Kherrata, la situation a atteint un stade de pourrissement. Les professeurs sont en protestation permanente contre le directeur. Cette action a été décidée depuis la rentrée scolaire et elle semble se répé-

ter. Les grévistes dénoncent le refus du directeur d'installer un professeur de langue arabe. L'association des parents d'élèves s'inquiète et interpellent qui de droit afin d'intervenir dans le but pour mettre fin au conflit entre les deux parties et permettre aux élèves de reprendre les cours. Notons que des habitants de plusieurs villages de la commune de Kendira ont fermé hier les sièges de l'APC et celui de la daïra de Barbacha pour réclamer l'accélération du projet de raccordement des villages de la municipalité au gaz naturel avant la période du grand froid qui arri-

ve à grands pas, selon eux. Nous avons appris que le projet devrait être bientôt réceptionné pour ne pas dire qu'il l'est déjà. Il reste uniquement les branchements aux foyers. Pour leur part, les villageois de Tizi N'djber dénoncent le retard dans les travaux d'aménagement du chemin principal du village qui a été élargi par les habitants. Le projet déjà inscrit et qui a bénéficié d'une enveloppe financière tarde à être concrétisé, selon les mécontents pour qui le chemin reste un projet important pour désenclaver le village, surtout durant la période d'hiver.

Hocine Cherfa

Tourisme

Plus de 2 100 nouveaux projets inscrits depuis 2008

■ Pas moins de 2 112 nouveaux projets touristiques et hôteliers agréés à travers le territoire national ont été inscrits durant la dernière décennie (2008-2018) au niveau du ministère du Tourisme et de l'Artisanat (MTA), a affirmé à Ouargla, le secrétaire général de ce département, Abdallah-Ahmed Kaci.

Par Farid A.

S'exprimant lors d'une rencontre régionale Sud d'évaluation du Schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT), tenue au siège de la wilaya, le SG au MTA a indiqué que «ces projets, totalisant une capacité de 277 699 lits et susceptibles de générer 111 000 emplois, sont le fruit d'un investissement cumulé de 1 493 milliards DA». L'on relève parmi ces opérations, 820 projets en cours de réalisation, offrant une capacité de 120 000 lits et devant générer 60 000 emplois. A ces opérations, viennent s'ajouter 11 projets d'une capacité de 11 866 lits, retenus au titre du partenariat avec des parties étrangères pour un financement de 116,96 milliards DA, selon la règle 49/51%, a-t-il ajouté. M. Kaci a souligné, en outre, que les efforts déployés par les pouvoirs publics, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République visant la relance du secteur du tourisme en Algérie, ont commencé à porter leurs fruits, à la faveur de l'intérêt et de l'engouement manifesté par les promoteurs pour le développement des activités touristiques et hôtelières. L'Algérie dispose à ce jour d'un parc hôtelier de 1 330



structures offrant plus de 118 000 lits, contre 765 hôtels en 1999 avec un total de 62 200 lits, soit une hausse de près de 56 000 lits et un taux d'accroissement de 50%, a ajouté le même responsable. A ces efforts de développement du secteur, viennent se greffer les activités et programmes accompagnant cet ambitieux schéma, dont la formation, la redynamisation du programme de la qualité du tourisme, la promotion et la commercialisation de la destination Algérie, les facilités et avantages accordés aux touristes, dont la facilitation d'octroi du visa d'entrée. Pour le SG au MTA, la feuille

de route mise en œuvre par le ministère « *vise, entre autres objectifs, la modernisation du secteur par le recours à l'exploitation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), la numérisation des transactions entre l'administration et le citoyen et les facilitations prévues dans le cadre du programme de décentralisation des opérations.*» Le SDAT-2030, adopté en 2008 par le gouvernement, sert de cadre stratégique et référentiel pour asseoir une base à la stratégie touristique en Algérie et s'insère également au titre du Schéma national d'aménagement du territoire SNAT-

2030, définissant les moyens et mécanismes permettant de les mettre en œuvre les conditions de leur réalisation, a poursuivi le même responsable. Le SDAT consiste en deux volets d'évaluation, dont le premier 2008-2015 concerne l'établissement du socle nécessaire pour la relance du tourisme en Algérie, et le second 2015-2030 a trait à la consécration et la dynamisation des mécanismes prévus pour l'impulsion du tourisme en Algérie, en cours de réalisation. Les assises régionales, dont d'autres sont projetées à Tlemcen (pour l'Ouest), Constantine (l'Est) et Alger (le Centre), revêtent une importance particulière et permettent de faire le point sur les étapes réalisées par l'Algérie en matière de développement du tourisme et d'évaluer les réalisations et les démarches obtenues dans ce secteur qui constitue un des segments de l'économie de par le monde, car créateur de richesses (PIB) et d'emplois pour de nombreux pays, a fait savoir M. Kaci. S'agissant de l'évaluation du SDAT, le directeur général du tourisme au MTA, Mohamed Sofiane Zoubir, a, pour sa part, qualifié les résultats obtenus par les acteurs du secteur du tourisme d'« *encourageants et conformes aux objectifs escomptés et à la vision pré-*

établie dans ce cadre». Le même responsable a estimé que ces actions viennent répondre aux orientations du président de la République, consistant en la promotion du tourisme en tant que secteur prioritaire, à l'instar de ceux de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie et de l'économie et du savoir, ajoutant que l'adhésion volontaire de tous les acteurs concernés par la stratégie de développement du tourisme est l'enjeu pour développer le tourisme et l'artisanat en tant qu'alternative aux hydrocarbures. Cette rencontre régionale Sud, qui a regroupé des responsables et opérateurs des wilayas de Ouargla, Ghardaïa, Béchar, El-Oued, Biskra, Tindouf, Tamansasset, Illizi et Adrar, vise à impliquer les acteurs et partenaires du secteur dans l'enrichissement du rapport préliminaire sur le bilan de diagnostic, l'examen des contraintes et déséquilibres et la suggestion d'éventuels réajustements. Les travaux de cette rencontre se sont poursuivis en cinq ateliers où les participants se sont penchés sur des axes inhérents aux thèmes : « *Vers une destination touristique nouvelle et de qualité,*», « *Le tourisme, facteur de développement et d'une plus-value*» et « *Prospection, perspectives touristiques et artisanat en Algérie.*» F. A.

Ciment

La production de l'Algérie atteindra «40 millions de tonnes par an en 2020»

La production du ciment en Algérie, qui oscille actuellement entre 25 et 30 millions de tonnes, atteindra les «40 millions de tonnes par an en 2020», ce qui favorisera davantage son exportation, a affirmé à Oum El Bouaghi le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssi. « *Cette augmentation de la production nationale permettra l'exportation de 10 millions de tonnes de ciment,*», a souligné le ministre en marge de sa visite dans cette wilaya. L'Algérie entamera « *avant la fin de l'année en cours*» la production

d'un type de ciment utilisé par l'industrie pétrolière, de sorte, a-t-il dit, « *à couvrir les besoins de l'industrie pétrolière et gazière en ce produit et de l'exporter à l'étranger.*» Lors de sa visite, dans la commune de Sigus, d'une cimenterie relevant du groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) dont le taux de réalisation est de 79 % et devant avoir une capacité de production de 2,2 millions tonnes/an, le ministre a souligné que le groupe public GICA représente le premier producteur de ciment en Algérie. « *L'activité de ce grou-*

pe est révélatrice du développement de l'industrie en Algérie», a estimé Youcef Youssi, précisant que la valeur financière des exportations du ciment du groupe industriel des ciments d'Algérie oscille entre 3 et 5 millions de dollars cette année, alors que le pays en importait par le passé de grandes quantités. Le ministre qui avait visité, au début de sa tournée de travail dans la wilaya, une briqueterie à Errehia, a exprimé sa satisfaction quant aux capacités de production de cette unité estimées à 210 000 tonnes/an,

couvrant les besoins de la wilaya et de certaines wilayas voisines. M. Youssi s'est rendu ensuite à l'entreprise Grani-Est du groupe GICA, spécialisée dans la production du béton armé, gypse et granulats, où il a proposé à ses responsables d'étendre leur activité aux mines et marbre. Le ministre devra également visiter une unité de production de gants médicaux à Ouled Gacem et deux autres de production d'huile de table et des batteries automobile à Ain M'liha.

Samy H.

Au profit des médias à Oran

Visite guidée de l'Unité aérienne régionale de la Sûreté nationale

Une visite guidée de l'Unité aérienne régionale de la Sûreté nationale d'Oran, implantée à l'aéroport international Ahmed-Benbella d'Es Sénia, a été organisée mercredi au profit des médias, à l'occasion de la Journée nationale de la presse. Organisée par la direction de la sûreté de wilaya d'Oran, cette visite a permis aux journalistes des différents médias de découvrir ou de redécouvrir les missions de cette unité, mise en service en octobre 2015, ainsi que les moyens humains et techniques mis à sa disposition. Le commandant de l'unité, le com-

missaire principal Mokhtar Seddik Saâd, qui a conduit la visite, a mis en avant l'importance de l'unité qui a déjà à son actif, depuis son lancement, plus de 600 vols, soit une moyenne de 200 vols par an. L'infrastructure abritant l'unité dispose d'un abri pour les deux hélicoptères qui lui sont affectés, des bureaux, une salle des opérations et des briefings, des ateliers pour la maintenance quotidienne et périodique des appareils, ainsi que d'un espace réservé à l'administration et d'un réfectoire. L'unité aérienne de la Sûreté nationale, qui couvre les

12 wilayas de l'Ouest, dispose actuellement d'un personnel spécialisé, notamment des pilotes, des opérateurs caméras (formés à l'étranger), des techniciens de navigation aérienne chargés de la mise en service des hélicoptères, des opérateurs au sol chargés de l'exploitation et de la maintenance du système de télésurveillance hélicoptère. Dans ce cadre, les hélicoptères sont équipés de caméras embarquées de grande précision, a indiqué le commandant de l'unité. De type Augusta-109, les deux hélicoptères ont pour mission le renforcement de la sur-

veillance de la circulation routière et sont équipés de nouvelles technologies appelées « *Hand View,*» permettant l'envoi d'images d'une haute précision, en vue d'une exploitation en temps réel par les services de la voie publique, a ajouté le responsable. Il a également expliqué que ces images permettent au dispositif de contrôle au sol de maîtriser techniquement la circulation dans les grandes zones urbaines. L'unité aérienne permet également au dispositif de police d'assurer une gestion efficace des grandes manifestations culturelles et sportives,

ainsi que les évacuations sanitaires d'urgence et les interventions lors des catastrophes naturelles, et ce, en collaboration avec les services de la Protection civile. Les hélicoptères de l'unité permettent également d'assurer une couverture aérienne durant les opérations de police, notamment les poursuites de véhicules suspects. Le commandant de l'unité aérienne a par ailleurs, indiqué que le nombre d'hélicoptères de l'unité est appelé à être augmenté. Une extension est aussi prévue pour garantir à l'unité plus d'espace.

R. N.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep recule à 77 dollars

■ Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a baissé à 77,11 dollars le baril mardi, contre 78,68 dollars la veille, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site web.

Par Amel B.

Introduit en 2005, le panier de référence des pétroles bruts de l'Opep comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar



Marin (Qatar), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela).

Les cours du pétrole ont lourdement chuté mardi, lestés par la perspective de voir l'Arabie

saoudite augmenter rapidement sa production, les craintes sur la croissance mondiale et l'anticipation d'une nouvelle hausse des stocks de brut américain. A Londres, le baril de Brent de la

mer du Nord pour livraison en décembre a perdu 3,39 dollars ou 4,2% pour finir à 76,44 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE). Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de

«light sweet crude» (WTI) pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, a aussi cédé 4,2% ou 2,93 dollars pour clôturer à 66,43 dollars.

«Ce repli significatif a été précipité par des commentaires du ministre saoudien de l'Energie Khaled al-Faleh qui a assuré que son pays était prêt à accroître sa production de un à deux millions de barils, ce qui permettrait de compenser les pertes liées aux sanctions américaines contre l'Iran», a indiqué Andy Lipow de Lipow Oil Associates.

Ces sanctions, qui visent théoriquement tout pays important du brut iranien, doivent entrer en vigueur en novembre et les acteurs du marché redoutent depuis plusieurs mois qu'elles ne conduisent à un déficit de l'offre sur le marché mondial. Une perspective qui avait fait grimper les prix à leur plus haut niveau en quatre ans début octobre.

A. B./APS

Changes

L'euro au plus bas depuis deux mois face au dollar

L'euro a touché hier un plus bas depuis deux mois face au dollar, après avoir brusquement baissé à la publication d'indicateurs décevants concernant la production manufacturière en France et en Allemagne. Hier matin, l'euro valait 1,1413 dollar, après être tombé un quart d'heure plus tôt à 1,1407 dollar, son plus bas en deux mois. Mardi soir, la monnaie unique valait 1,1471 dollar. «Le secteur manufacturier reste sous pression en France avec un indice (PMI) à 51,2 en octobre, un plus bas de

deux ans, même si les services se sont mieux portés à 55,7, et l'indice manufacturier allemand qui s'est établi à 52,3, son plus bas niveau depuis mai 2016», a souligné Michael Hewson, analyste pour CMC Markets. L'activité est considérée en expansion lorsque l'indice établi par le cabinet IHS Markit se situe au-dessus de la barre des 50 points et en contraction lorsqu'il est en dessous. Ces chiffres «ont renforcé les inquiétudes à propos d'un ralentissement de l'économie européenne, à la veille

d'une réunion de la BCE (Banque centrale européenne), où le président Mario Draghi ne manquera pas d'être questionné pour savoir où il voit les preuves d'une pression inflationniste qu'il a mentionnée récemment», a poursuivi M. Hewson. Depuis fin 2015, après presque dix ans de politique monétaire à taux quasi nuls pour soutenir une reprise possible, la Fed a progressivement remonté ses taux d'intérêt au jour le jour pour atteindre actuellement entre 2% et 2,25%. Enfin, «ce pourrait être un grand

jour pour la livre» britannique, a souligné M. Hewson, évoquant la rencontre prévue mercredi entre la Première ministre Theresa May, menacée par un vote de défiance, et le Comité responsable de l'organisation interne des Conservateurs. Ce matin, l'euro baissait face à la monnaie nippone à 128,36 yens pour un euro, contre 128,99 yens mardi soir. La veille, la monnaie unique avait touché un plus bas en plus d'un mois à 128,21 yens. Le dollar de son côté était stable face au yen à 112,45 yens

pour un dollar, contre 112,44 yens mardi soir. Le franc suisse était en hausse face à l'euro, à 1,1382 franc suisse pour un euro, contre 1,1412 mardi, et en baisse face au dollar à 0,9972 franc suisse pour un dollar, contre 0,9949 franc suisse mardi soir. L'once d'or valait 1 231,20 dollars, contre 1 230,27 dollars mardi soir. La monnaie chinoise valait 6,9415 yuans pour un dollar mercredi matin, contre 6,9380 yuans mardi après midi.

Asma S.

Brésil-Chili

Signature d'un accord de libre-échange en novembre prochain

Le Brésil et le Chili signeront un accord de libre-échange en novembre prochain, a annoncé à Brasilia un haut responsable au sein du ministère des Relations extérieures du Brésil. «L'accord sera probablement signé en novembre (...) Il s'agira de l'accord le plus complet déjà négocié par le Brésil», a affirmé le directeur du département de l'intégration économique régionale à l'Itamaraty, Michel Arslanian Neto, lors d'une conférence de presse consacrée à la conclusion des négociations entre le Brésil et le Chili en vue de la signature d'un tel accord. «L'idée est de regrouper dans un seul instrument tout le cadre non tarifaire régissant les relations du Brésil avec le Chili (...) Cet accord s'inscrit donc dans une dynamique plutôt intense d'accords commerciaux dans la région», a-t-il ajouté, en relevant que le document en question pourrait servir de paramètre aux futures négociations entre le marché commun du sud (Mercosur), le Canada et l'Alliance du Pacifique. S'agissant des aspects nova-

teurs du nouvel accord de libre-échange, M. Arslanian a relevé que le document comporte des engagements en matière de commerce électronique, de bonnes pratiques réglementaires, de transparence dans la lutte contre la corruption, d'égalité des sexes, de promotion de l'emploi et de protections de l'environnement. Faisant état du souhait des deux pays d'intensifier les échanges et stimuler les investissements avec plus de sécurité juridique et un meilleur climat des affaires, le responsable brésilien a indiqué qu'en

janvier 2019, l'Amérique du Sud disposerait d'une zone de libre-échange virtuelle en matière de droits de douane, avec l'élimination des droits d'importation appliqués aux échanges entre les pays de la région. «Le chemin menant à cette zone de libre-échange est la somme d'accords qui conduiront à une libéralisation (tarifaire). Ce sont les accords du Mercosur avec la Bolivie, le Chili, le Pérou, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela», a-t-il dit. Le Brésil et le Chili ont conclu, vendredi, des négociations en vue d'un accord

bilatéral de libre-échange, qui viendra compléter celui déjà en vigueur entre le Marché commun du sud (Mercosur) et le pays sud-américain. Selon une note publiée récemment par Itamaraty, «le nouvel accord contribuera à stimuler les échanges et les flux d'investissement entre le Brésil et le Chili, tant dans le secteur des biens que des services, et constituera en même temps un vecteur de rapprochement entre le Mercosur et l'Alliance du Pacifique et de renforcement de l'intégration régionale».

L'accord entre le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et le Chili a déjà permis l'élimination des droits de douane à l'importation dans les échanges bilatéraux. Le nouvel accord comprendra 17 nouveaux articles portant notamment sur le commerce électronique et des services, les télécommunications, les mesures sanitaires et phytosanitaires, la suppression des barrières commerciales, la propriété intellectuelle et les petites et moyennes entreprises. Les accords signés récemment par les deux pays, tels que le protocole des achats publics et le protocole des investissements dans les institutions financières, seront également intégrés dans l'accord de libre-échange, précise la même source. Les négociations sur l'accord de libre-échange ont débuté le 27 avril lors de la visite du président du Chili, Sebastian Piñera, au Brésil. Le Chili est le deuxième partenaire commercial du Brésil en Amérique du Sud, tandis que le Brésil est la principale partenaire commerciale du Chili. S.Y.

Espagne

Baisse du déficit commercial en août grâce aux exportations

LE DÉFICIT commercial de l'Espagne s'est réduit en août, de 5,3% sur un an, notamment grâce à une hausse des exportations de produits énergétiques, selon les chiffres officiels. En août, le déficit commercial a atteint 3,1 milliards d'euros, a indiqué dans un communiqué le ministère de l'Industrie espagnol. Les exportations ont augmenté de 7,7% par rapport au même mois de l'année précédente, à 20,7 milliards d'euros. Nourrie par une hausse des ventes de produits énergétiques ainsi que de produits alimentaires et chimiques, la croissance des exportations espagnoles a été supérieure en août à celle des exportations de la zone euro (+5,4%) et de l'Union européenne (+6,3%). Les exportations vers l'Union européenne représentent 62,6% du total des exportations espagnoles, contre 61,8% en août 2017, avec une augmentation des ventes vers l'Italie, le Royaume-Uni et le Portugal. Au contraire, les ventes vers l'Allemagne ont diminué. Les importations ont elles augmenté globalement de 5,8% sur un an, à 23,8 milliards d'euros.

R.E.

Tissemsilt

Vers la réception du premier complexe de froid et stockage de produits agricoles

■ Un premier complexe de froid et de stockage de produits agricoles sera réceptionné avant la fin du premier trimestre de l'année prochaine à Khemisti (Tissemsilt), a-t-on appris lors de la visite d'inspection du wali dans les communes de Khemisti et de Layoune.

Par Amel H.

Le complexe, implanté dans la zone d'activités de Sidi Mansour dans la commune de Khemisti, s'étend sur une surface globale de 3,5 hectares pour une capacité de stockage de 5 000 mètres cubes, selon les explications fournies sur place. Cette infrastructure, réalisée pour un coût de 450 millions DA dans le cadre du programme du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche génère 150 postes d'emploi permanents. Le complexe permettra de réguler les produits agricoles de large consommation dont la pomme de terre et les viandes et d'assurer l'approvisionnement des marchés locaux en produits agricoles et même des wilayas de Tiaret, Djelfa et Ain Defla. Il s'insère aussi dans le cadre du système de régulation des produits agricoles Syrpalac du ministère de tutelle, selon le directeur des services agricoles, Abdelkader Mouissi. Le wali, Salah El Affani a insisté sur la livraison de ce complexe, qui accuse un grand retard, au mois de mars 2019, sommant l'entreprise de réaliser de renforcer le chantier en main-d'œuvre pour achever les travaux dans les délais impartis fixés à 15 mois. Il a également instruit les concernés à l'achèvement des travaux d'aménagement externe et le raccordement aux réseaux du projet de 640 logements publics localisés à Khemisti. S'agissant du projet de réalisation de 64 loge-

ments promotionnels dans la même ville, le wali a mis l'accent sur l'achèvement des travaux, sinon il sera procédé à la résiliation du contrat avec l'entreprise concernée, a-t-il averti, et sur la réception de la station d'épuration naturelle des eaux usées du village de Selmana à Layoune avant la fin de l'année en cours. Cette station devra protéger l'environnement, les nappes phréatiques et leur exploitation dans l'irrigation de 100 ha de terres agricoles. La visite d'inspection a conduit le wali aussi à la station de raccordement d'eau potable entre les barrages de Koudiet Roisfa et Derder (Ain Defla) et à des projets d'investissement public et privé dans la zone d'ac-

tivités de Sidi Mansour, notamment l'usine de pièces de rechange de véhicules qui sera entré en production avant la fin de l'année en cours et un abattoir industriel. Le wali a visité l'usine de production des pâtes alimentaires à Ain Sedra (Khemisti) qui entrera en production au début de l'année prochaine et s'est enquis des travaux du site de réalisation d'un nouveau groupe rural au douar Ain Tekrya. En outre, il a suivi un exposé sur le nouveau pôle urbain de Khemisti et a inspecté le chantier de réalisation d'un groupe scolaire à Khemisti avant d'inspecter la réalisation d'un institut national spécialisé en formation professionnelle qui sera livré avant la ren-



tée de la session de septembre 2019. Dans la commune de Layoune, le wali a inspecté le projet de réalisation d'une piscine de proximité dont le contrat avec l'entreprise chargée des travaux a été résilié, en plus du projet de construction d'un établissement pénitentiaire qui sera bientôt réceptionné. Il a également inauguré un abattoir avicole à El Kettar et a inspecté des travaux d'un groupe rural à

Selmana, une salle de soins et une minoterie. M. El Affani a achevé sa visite par une rencontre avec des représentants de la société civile et les citoyens des deux communes visitées, qui ont soulevé des préoccupations concernant l'électricité, le gaz de ville, les aides à l'habitat rural, l'emploi et l'aménagement de pistes, entre autres. A. H. /APS

Mila

360 millions de dinars pour le développement rural dans les zones montagneuses

Les communes montagneuses de la wilaya de Mila ont bénéficié d'une enveloppe financière de 359 480 000 millions de dinars destinés à la création de pistes agricoles et à soutenir les petits agriculteurs de ces régions, a indiqué le directeur local des services agricoles, Messaoud Bendridi. Le même responsable a précisé que ce montant a été octroyé conformément à l'instruction ministérielle n° 365 du 14 avril 2018 relative aux conditions d'éligibilité au soutien de la caisse nationale de mutualité agricole. Le nombre de communes concernées par cette enveloppe financière s'élève, a-t-il souligné, à 22 collectivités locales, classées comme montagneuses dans la wilaya de Mila et devront bénéficier de l'ouverture d'une piste

agricole de 75 km et l'aménagement de 75 km de routes à travers les communes concernées. Selon la même source, une attribution temporaire relative à l'étude et au suivi du projet de création de ces voies a été accordée, au cours de cette semaine, ajoutant que les travaux seront lancés après l'achèvement des procédures réglementaires. Le deuxième aspect concerne le soutien aux petits agriculteurs des régions montagneuses de la wilaya à travers l'acquisition d'oliviers qui seront cultivés sur une superficie de 600 hectares ainsi que des arbres fruitiers sur une surface de 100 hectares, a fait savoir M. Bendridi, soutenant que le nombre d'agriculteurs concernés par cette opération est de 700 agriculteurs. L'opération ciblera

également la filière de l'apiculture, avec l'acquisition de 167 ruches pleines d'abeilles et de matériel apicole pour les distribuer sur 167 agriculteurs des régions montagneuses, a-t-il ajouté. Cette même source a affirmé, par ailleurs, que la filière de l'élevage sera également renforcée avec 2 400 têtes d'ovins au profit de 200 éleveurs à travers les régions montagneuses de Mila. M. Bendridi a souligné, en outre, que chaque agriculteur a le droit de bénéficier du soutien dans une seule filière, ajoutant que ses services œuvrent avec d'autres acteurs pour soutenir les agriculteurs qui n'ont jamais bénéficié d'aucune aide dans le cadre des différents dispositifs de soutien de l'Etat.

Hocine A.

Ain Defla/ Zone d'activités de Tiberkanine

46 projets d'investissements agréés

Au total, 46 projets d'investissements ont été agréés au niveau de la zone d'activités d'El Kerma relevant de la commune de Tiberkanine (40 km au sud-ouest de Ain Defla) depuis l'année 2017 à ce jour, a indiqué le directeur local de l'industrie et des mines.

De ce chiffre, 33 projets ont été lancés, a précisé Bachir Benbada, en marge de la visite effectuée par le wali de Ain Defla à la zone d'activités en question, signalant que les projets lancés ont trait aux secteurs des matériaux de construction, de l'agro-alimentaire ainsi que celui inhérent à la manufacture. La surface consacrée aux projets agréés est de 87 ha, a fait savoir M. Benbada, faisant état de 27 ha réservés au secteur des matériaux de construction, 31 au secteur manufacturier et 29 autres à l'agro-alimentaire. Au cours de sa discussion avec les investisseurs, le wali de Ain Defla,

Benyoucef Azziz, a rappelé les avantages accordés par l'Etat en matière d'investissements, instruisant ses services à prendre en charge certains aspects se rapportant à la zone d'activité inspectée notamment ce qui a trait à l'éradication des nids de poule et à l'aménagement d'ac-

cès. Le premier responsable de l'exécutif a toutefois soutenu qu'il n'hésiterait pas à reprendre les terrains accordés aux investisseurs n'ayant pas affiché la volonté nécessaire à matérialiser leur projet. «Des listes d'attente de demandeurs de projets ont été établies et nous allons nous

donner un peu de temps avant d'y recourir», a-t-il informé, s'engageant à attribuer des terrains supplémentaires aux investisseurs qui auront fait preuve de sérieux et d'abnégation.

Le premier responsable de la wilaya a mis l'accent sur la nécessité de «bannir le réflexe

consistant à toujours jeter la pierre à l'administration», regrettant que nombre de postulants à l'investissement ne soient pas animés de la volonté nécessaire pour la concrétisation de leurs projets.

N. T.

Tébessa

Relogement de 80 familles à El Ouenza

Pas moins de 80 familles ont bénéficié de logements situés dans une nouvelle cité relevant de la commune d'El Ouenza (60 km au nord de Tébessa) dans le cadre d'une opération de relogement visant à éradiquer les logements construits illicitement et/ou vétustes dans cette collectivité locale. L'opération de relogement des familles qui habitaient la cité «Dhalma» s'est déroulée dans de «bonnes conditions» en présence du chef daira d'El Ouenza par intérim, du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale et des services de sécurité. Dans une déclaration à

l'APS, le chef de daira d'El Ouenza par intérim, Abdelmalek Nouisser, a indiqué que cette opération est la deuxième du genre, dans cette commune, visant le relogement de 925 familles réparties sur six cités, rappelant que 430 familles d'El Ouenza avaient bénéficié de nouveaux logements en 2016, dans le cadre de cette opération. Abdelmalek Nouisser a ajouté que 54 autres familles seront relogées «dans les prochains jours», alors que 64 autres bénéficieront de nouveaux logements «avant la fin de l'année en cours». De son côté, le président de l'APC d'El Ouenza, Boudjemâa Rezaiguia a affirmé

que les travaux d'aménagement extérieur d'environ 200 logements se poursuivent «avec une cadence accélérée» pour être attribués à leurs bénéficiaires «début 2019». L'édile a également fait savoir que 700 logements sociaux sont actuellement en cours de réalisation dans la même commune. Des dizaines de citoyens avaient observé le 17 octobre dernier un mouvement de protestation à El Ouenza pour réclamer un logement et améliorer le cadre de vie des habitants de cette commune minière. Des revendications que chef de l'exécutif local s'était engagé à satisfaire dans «les plus brefs délais». R. R.

Route vers la Mauritanie

Des Algériens défient la nature pour consolider les liens économiques bilatéraux

■ De nombreux opérateurs économiques algériens et mauritaniens traversent le Sahara, supportant les aléas et les peines de la route, en vue de consolider les liens économiques entre les deux pays, contribuant ainsi à la redynamisation du marché mauritanien en y introduisant plusieurs produits algériens de qualité, fort demandés dans ce pays.

Par Farid M.

A 75 km du chef-lieu de la wilaya de Tindouf, les chemins accidentés de la route menant vers Nouakchott via le poste frontalier Mustapha-Ben Boulaid, rendent pénible le voyage des caravanes commerciales entre les deux pays, affirment les premiers arrivants de la caravane «Ponts de fraternité», venus d'Algérie la semaine dernière. Rabah, conducteur de l'un des camions composant cette caravane, a dit que cette route constituait un véritable défi pour les opérateurs économiques, et nécessitait son aménagement et son entretien par les deux pays. Pour traverser cette route, il est impératif de recourir à un guide expérimenté pour éviter les tempêtes de sables, notamment en raison de l'absence d'éléments de signalisation et de signalétiques. Approchés par l'APS, des passagers ont formé le vœu que cette route soit aménagée, de façon à éviter que les repères et les panneaux de signalisation ne soient couverts et cachés par le sable, outre le fait qu'un tronçon de 800 km de cette route n'est pas goudronné. Cette route nécessite de nombreuses structures d'importance majeure pour les voyageurs, à l'instar des stations de services et des aires de

Tunisie

6,7 tonnes de graines de tournesol mélangées aux cannabis saisies

UNE QUANTITÉ de 6,7 tonnes de graines de tournesol mélangées aux cannabis a été saisie par les services douaniers du port de Radès en Tunisie, selon un communiqué de la Douane, repris par l'agence de presse tunisienne, Tap. Les services douaniers frontaliers chargés du contrôle des entrepôts de la douane de Radès, ont suspecté les composantes d'aliments destinés aux oiseaux importés à deux reprises via le même port, et ont envoyé des échantillons aux laboratoires pour analyses. Les résultats de ces analyses ont révélé que les semences étaient «cultivables» et permettaient d'«obtenir du cannabis». Le dossier a été transmis à la direction des enquêtes douanières pour la poursuite de l'enquête, selon l'agence, sans pour autant préciser le nombre des personnes impliqués dans cette affaire.

R. M.

repos, très rares sur cette voie, une situation qui contraint les voyageurs à s'approvisionner en carburants et en denrées alimentaires en Algérie. Souvent les voyageurs sur cette route font face à de rudes conditions météorologiques (tempêtes de sables), qui freinent leur avancée et épuisent leurs provisions avant même leur arrivée à destination. Le conducteur Mohamed et ses collègues disent être prêts à supporter les difficultés et les risques encourus dans le but d'approvisionner le marché mauritanien en marchandises algériennes, tout en souhaitant l'aménagement rapide de cette route. «Nous accomplissons cette mission en toute satisfaction pour servir notre pays et le pays frère la Mauritanie. Nous aspirons à une plus grande coopération entre les gouvernements des deux pays en vue de la réhabiliter, et nous sommes déterminés à relever ce défi», ont ajouté les participants à cette caravane.

Réduction de la durée de transport des marchandises de 45 à 10 jours

Avant l'ouverture du poste frontalier, les entreprises algériennes étaient obligées de passer par une ligne maritime indirecte via l'Espagne ou Malte par atteintre la Mauritanie en 30 ou 45 jours, ce qui induisait une rupture des stocks dans les dépôts avant l'arrivée de la nouvelle marchandise. Après l'ouverture de la ligne terrestre, il faut entre 7 à 10 jours pour faire parvenir la marchandise. Lors de sa visite à plusieurs stands de la Foire des produits algériens qui s'étalera du 23 au 29 octobre à Nouakchott, le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a affirmé dimanche la détermination de son secteur à faciliter les conditions d'exercice de cette activité entre les deux pays à travers le renforcement du transport terrestre. Des accords sont prévus dans ce domaine en vue d'intensifier les opérations commerciales vers ce pays, a indiqué le premier responsable du secteur qui a ajouté



que le «ministère du Commerce œuvrera à la facilitation de ce commerce à la faveur d'un accord pour soutenir le transport routier». Pour ce faire, un soutien sera apporté à la Société nationale de transports routiers «Logitrans», a-t-il ajouté. Le ministre a estimé que les marchandises algériennes doivent être disponibles en grande quantité sur le marché mauritanien pour préserver leur forte compétitivité. En parallèle à la commercialisation de leur marchandises dans ce pays, il est attendu des entreprises algériennes de superviser la formation des jeunes mauritaniens dans plusieurs spécialités liées à la qualité des produits exposés, notamment l'électronique et le matériel agricole, outre la création de postes de travail au profit de ces jeunes. Pour sa part, le président du conseil d'administration du groupe Condor, Abderrahmane Benhamadi, a fait savoir que les efforts étaient en cours pour former les jeunes mauritaniens dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj sur les techniques de maintenance et de montage des produits de l'entreprise. Un accord devrait être conclu pour encadrer les différentes opérations de formation avec les autorités mauritaniennes, a-t-il ajouté. Les exportations de Condor vers

la Mauritanie ont atteint 1 million de dollars durant 2017. Le groupe compte étendre ses activités au Cameroun et à la Côte d'Ivoire, après avoir investi avec brio les marchés mauritanien, sénégalais et sahraoui. Pour sa part, Sidi Mohamed Hassan, gérant de l'entreprise El walati des dattes algériennes a souligné que son entreprise occupait la première place en matière de vente. Selon Mohamed Hassan, un mauritanien titulaire d'un master en affaires de l'Université d'Alger, activant dans le commerce des dattes algériennes a affirmé que la qualité de ce produit explique la forte demande, précisant que l'ouverture de ce passage a permis la levée de plusieurs obstacles. L'entreprise El walati activant dans ce domaine depuis 2012, a assuré en 2017 seulement, le transport de plus de 20 conteneurs de dattes et 21 autres de produits divers et elle aspire actuellement à élargir son activité de Nouakchott vers Nouadhibou et Bamako sur une distance de 1500 km. Dans l'agroalimentaire, la conserverie de viandes d'Algérie (CVA-groupe Bellat) a investi le marché mauritanien et a fait profiter la partie mauritanienne de son expérience dans le domaine des produits carnés. L'ouverture de ce nouveau poste frontalier

constitue une grande opportunité pour les entreprises algériennes désirant approvisionner le marché mauritanien en quantités importantes de marchandises, a estimé le conseiller du directeur général du groupe, Abdelhamid Boukahnoun. Le groupe a établi ses premiers contacts avec les parties mauritaniennes et les médiateurs traitant avec les pays voisins de la Mauritanie, notamment le Sénégal pour évaluer les besoins et examiner les moyens de promouvoir les investissements. La Foire des produits algériens, dont l'ouverture est prévue, mardi après-midi, est un rendez-vous extrêmement important pour l'établissement des relations avec les parties mauritaniennes et leurs voisins en Afrique de l'ouest, a-t-il poursuivi. Les citoyens mauritaniens fondent de grands espoirs sur ce passage frontalier, estime un économiste et expert en commerce mauritanien, Mohamed Mokhtar. En dépit des difficultés de transport, les Mauritaniens traversaient le Sahara pour s'approvisionner à Tindouf, ce qui explique l'apport qualitatif de ce nouveau passage pour l'activité commerciale entre les deux pays.

F. M/APS

Déraillement d'un train au Maroc

Le conducteur inculpé pour «homicide involontaire»

Le conducteur du train qui a déraillé le 10 octobre courant au Maroc et ayant fait sept morts et 125 blessés, a été inculpé pour «homicide et blessures involontaires», a annoncé le parquet, mettant en cause un excès de vitesse.

«L'excès de vitesse» du train, qui a atteint 158 km/h à l'endroit de l'accident au lieu de la limite maximale autorisée de 60 km/h, est «la cause du déraillement», a affirmé le parquet. Le conducteur du train reliant Rabat à

Kénitra, à proximité de la localité de Bouknadel, a été déféré en état d'arrestation devant le tribunal de première instance de Salé, près de Rabat, selon le parquet. Il risque jusqu'à cinq ans de prison s'il est reconnu coupable d'«homicide et blessures involontaires». Le sinistre qui était survenu le 16 octobre à une vingtaine de kilomètres au nord de Rabat, s'était produit au nord de Rabat au niveau de la commune de Sidi Bouknadel. Des témoins ont, pour leur part,

indiqué que certains wagons se sont renversés après le déraillement de la locomotive. Outre les sept morts, le dernier bilan officiel fait également état de 125 blessés, dont sept dans un état grave. L'Office national des chemins de fer (ONCF), qui fait constamment l'objet de critiques pour les retards et l'état des trains, a été largement pointé du doigt dans la presse locale et sur les réseaux sociaux.

Sara H./agences

Le 10 000^e Caddy sort de l'usine Sovac Production

L'usine de Relizane assemblera le pick-up Amarok



Par Ali Zidane

Volkswagen Véhicules Utilitaires et SOVAC Algérie ont décidé d'élargir leur partenariat. À l'occasion de la célébra-

tion de la production du 10 000^e Caddy à l'usine Sovac Production, une performance réalisée plutôt que prévu, la marque annonce la production dans les prochaines semaines, du modèle Amarok.

Le membre du conseil de direction pour la production et la logistique, le D' Josef Baumert, et le membre du conseil de direction pour les ventes et le marketing, Heinz-Jürgen Löw, ont signé aujourd'hui, à Relizane, un

accord avec Mourad Oulmi, P-DG de SOVAC SPA, pour la production de l'Amarok par la société en participation SOVAC Production SPA.

Baumert: Après le lancement réussi de la production locale de Caddy l'an dernier, il s'agit d'une étape logique pour nous. La production d'Amarok en Algérie constitue une nouvelle étape dans notre stratégie d'internationalisation. La production de l'Amarok se fait déjà dans trois endroits : Hanovre, Pacheco (Argentine) et Quito (Équateur). M.Baumert a souligné aussi que «la production est réalisée partout conformément aux normes de qualité applicables à l'ensemble du Groupe». Pour ce faire, a-t-il ajouté, le personnel algérien des départements Production, Logistique et Qualité avait reçu une formation sur site dispensée par des experts de Volkswagen Véhicules Utilitaires. Les cadres algériens ont également participé à un programme de perfectionnement des compétences s'étendant sur plusieurs mois. «Tout cela assurera le niveau de qualité des produits que les clients associent à nous», a-t-il ajouté.

tiques standard, de nombreux systèmes d'aide au conducteur et des moteurs efficaces. Avec notre partenaire SOVAC, Relizane, nous exploitons de nouveaux marchés, renforçant ainsi notre notoriété et créant des emplois locaux. Nous sommes très fiers de ce partenariat étroit et de la production locale Amarok souhaite utiliser le potentiel de croissance de ce segment à long terme».

Mourad Oulmi, P-DG de SOVAC S.P.A a déclaré, à son tour : «Nous sommes très heureux d'avoir relevé le challenge de produire le 10 000^e Caddy dans un délai aussi court. Conséquence logique, nous étendons maintenant notre partenariat avec Volkswagen Véhicules Utilitaires en ajoutant la production de l'Amarok. Ce modèle est très attendu par notre clientèle qui ne cesse de le réclamer. Un véhicule robuste, pratique, avec une grande capacité de charge. Il est très apprécié par les entreprises et son retour va compléter parfaitement la gamme utilitaire. Encore une fois, je renouvelle mes remerciements pour la marque Volkswagen Véhicules Utilitaires pour son accompagnement au quotidien dans l'usine Sovac Production».

Le groupe Volkswagen et son partenaire local SOVAC SPA a lancé la coentreprise multi-marques SOVAC Production SPA à la fin du mois de juillet 2017. SEAT et ŠKODA assurent la production finale dans l'usine d'assemblage de Relizane, qui fabrique environ 200 véhicules par jour, en plus des marques Volkswagen Voitures de tourisme et Volkswagen Véhicules utilitaires.

Renault

Clio 5, Captur 2 et Mégane 4 en hybride e-Tech arrive en 2020



Pionnier de l'électrique, Renault va diversifier son offre en 2020 avec le lancement de la Clio 5 e-Tech Hybride et, des Captur 2 et Mégane e-Tech Plug-in. Derrière ces appellations se cachent une transmission inédite.

En plein Mondial de l'Auto, l'annonce par la Commission européenne de réduire drastiquement les émissions de CO2 (95 g/km en 2021 et environ 60 g en 2030) n'a guère interloqué les constructeurs. Elle les a juste confortés dans l'idée que l'électrification des moteurs thermiques est un passage obligé en

attendant la démocratisation des véhicules 100 % électriques.

Dans le but de proposer un système accessible financièrement, Renault a mis au point une transmission hybride particulière qui sera fabriquée dans l'usine de Cléon (76). Dépourvue d'embranchement, elle se compose d'un moteur électrique fourni par Nissan, de deux arbres primaires (voir le schéma), d'un arbre secondaire relié aux roues et de trois rapports (deux électriques et trois hybrides).

Si cette transmission présente de multiples intérêts, son point faible demeure les à-coups lors

du passage des rapports, désagrément constaté sur le concept Eolab que nous avons essayé.

Depuis, Renault a peaufiné son architecture avec la greffe d'une seconde machine électrique (de type alterno-démarrateur) en prise directe sur le moteur thermique qui devrait gommer ce désagrément par la synchronisation électrique des changements de rapports. Il a aussi d'autres vertus : démarrage et coupe plus rapide du moteur, apport de puissance lors des dépassements ou récupération d'énergie à la décélération.

Les deux systèmes hybrides e-Tech sont prévus pour les véhicules urbains et compacts à partir de 2020. La nouvelle Clio 5 (lancée au printemps 2019) inaugurerà la déclinaison hybride de 128 ch début 2020, alors que la Mégane restylée bénéficiera de la variante hybride rechargeable. Celle-ci équipera officiellement la seconde génération du Captur (commercialisée début 2020) vers l'automne.

10 000^e caddy fabriquée en Algérie

Après un an environ, le 10 000^e caddy vient également de quitter la chaîne de production de Relizane. M. Löw a expliqué : «Ce point de repère montre que le Caddy est le véhicule idéal pour nos clients sur ce marché. En étant polyvalent, il offre des solutions flexibles pour les défis de la vie quotidienne – avec beaucoup d'espace de stockage, une grande des caractéris-

La division logistique de Volkswagen utilitaires fournit des véhicules pour l'expédition



La division logistique internationale de Volkswagen Véhicules Utilitaires à Wedemark, près de Hanovre (environ 250 employés) fournit les véhicules de toutes les marques destinées à l'expédition à l'étranger – en l'occurrence pour l'Algérie – en utilisant la méthode SKD (Semi Knocked Down) décrit une méthode de production de véhicules dans laquelle les jeux de pièces sont livrés et assemblés dans le pays importateur. Andreas Spindler, responsable de la production

courte xKD et de la logistique internationale chez Volkswagen Véhicules Utilitaires : «Nous réglemantons le site de production en Algérie. Notre tâche est de mettre à la disposition de nos clients une technologie de pointe dans le monde entier. Nous veillons livraison de pièces de classe et fiable. La division Logistique internationale est la plate-forme idéale à cet effet, offrant des solutions flexibles répondant aux besoins individuels des marchés des différents pays».

Trophée européen Autobest Nouveaux Citroën Berlingo et C4 Cactus finalistes

LE JURY du trophée européen Autobest a officialisé les 6 modèles en lice parmi des 20 candidats. Citroën affiche deux modèles finalistes au sein de cette prestigieuse compétition : Nouveau Citroën Berlingo et Nouvelle berline Citroën C4 Cactus. C'est la première fois en 18 ans d'existence du prix qu'un constructeur revendique deux modèles en finale. Le vainqueur 2019 du «Best Buy Car of Europe», le trophée Autobest meilleur achat automobile 2019 sera annoncé le 5 décembre prochain.

Depuis 2001, date de création du prix, Autobest élit chaque année le «Best Buy Car of Europe», soit le meilleur achat automobile de l'année. Nouveau Citroën Berlingo et Nouvelle berline Citroën C4 Cactus font partie des 6 finalistes en lice pour le prix du meilleur achat automobile 2019. Citroën est le premier constructeur à pouvoir revendiquer 2 modèles en finale depuis la création du prix en 2001 !

Dotée d'une personnalité unique, Nouvelle C4 Cactus est «LA» berline Ultra-Confort. Cette nouvelle offre de berline compacte marque une évolution profonde pour C4 Cactus qui change de dimension en termes de technologies et de motorisations tout en se différenciant par son caractère unique et son confort. Son design conserve son audace et sa modernité, tout en évoluant vers plus de statut. Soumises aux votes de 31 journalistes spécialisés, issus de 31 pays européens, les voitures en compétition seront prochainement évaluées sur la base de 13 critères, dont le rapport qualité-prix, le design, le confort et les technologies ainsi que la qualité des services et la disponibilité des pièces de rechange dans les réseaux de distribution.

À l'issue de tests comparatifs entre les 6 finalistes qui se tiendront les 27 et 28 novembre 2018, le modèle qui totalisera le plus de votes décrochera le titre de cette prestigieuse élection.





Meurtre de Khashoggi

Trump dénonce l'opération de dissimulation des Saoudiens

■ Le président américain Donald Trump a dénoncé l'opération de dissimulation des Saoudiens dans le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi, qualifiée de «fiasco total», et les États-Unis ont engagé la révocation des visas des Saoudiens impliqués.

Par Rima C.

Trois semaines après le meurtre, la pression internationale sur Ryad ne cesse de s'accroître: le président turc Recep Tayyip Erdogan a appelé mardi à punir «toutes les personnes impliquées, des exécutants aux commanditaires», sans cependant citer nommément le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, dit «MBS». Dans la soirée, Donald Trump a affirmé que le prince héritier, avec qui il a dit avoir échangé lundi, lui avait assuré ne pas être impliqué dans le meurtre du journaliste. «Il a fermement dit qu'il n'avait rien à voir avec cela, c'était à un niveau inférieur», a déclaré le président américain lors d'une réunion

avec des chefs militaires. L'annulation des visas, première décision concrète annoncée par Washington à l'encontre de son allié de longue date, vise 21 personnes, qui se voient révoquer leur visa ou interdit d'en demander un, a précisé Heather Nauert, la porte-parole du département d'État. «Ces sanctions ne seront pas le dernier mot des États-Unis sur ce dossier», a averti le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo. Âgé de 59 ans, Jamal Khashoggi, un éditeur et journaliste qui collaborait avec le «Washington Post», a été tué le 2 octobre dans le consulat de son pays à Istanbul où il s'était rendu pour obtenir des documents administratifs en vue de son mariage. Après avoir nié la mort du journa-

liste, le gouvernement saoudien a avancé plusieurs versions contradictoires, évoquant notamment une «fixe» ayant mal tourné. Ryad soutient désormais que le journaliste a été tué au cours d'une opération «non autorisée» dont MBS n'était pas informé. Donald Trump croit-il à la version donnée par les Saoudiens? «Je veux d'abord connaître les faits», a-t-il répondu, avant de critiquer l'opération elle-même mais aussi, de façon plus surprenante, la manière dont elle a ensuite été dissimulée. «Ils avaient un très mauvais projet à l'origine, il a été très mal exécuté et l'opération de dissimulation a été l'une des pires de l'histoire des opérations de dissimulation», a-t-il déclaré depuis le Bureau ovale. Le meurtre et sa dissimulation sont d'après lui «un fiasco total». Restant évasif sur d'éventuelles décisions à venir, le locataire de la Maison-Blanche a pris soin de souligner combien Ryad était un «excellent allié» de Washington depuis des décennies, et a rappelé que le royaume sunnite était «l'un des principaux investisseurs aux États-Unis». Donald Trump a précisé devoir rencontrer hier des responsables s'étant rendus sur place.

La présentation des événements faite par Ryad a été



PH. > D. R.

accueillie avec un immense scepticisme à travers le monde. «Les explications fournies laissent de nombreuses questions sans réponse», ont ainsi jugé les ministres des Affaires étrangères du G7. Dans un discours mardi, M. Erdogan s'est efforcé de donner des détails sur les préparatifs des tueurs afin d'accréditer la thèse d'une opération soigneusement préparée. Il a ainsi dit que les agents saoudiens avaient effectué des repérages dans une forêt près d'Istanbul et dans une ville du nord-ouest de la Turquie avant le meurtre, suggérant qu'ils cherchaient un lieu où cacher le corps. En outre, le circuit de vidéosurveillance du consulat avait été «désactivé» le matin du meurtre, a poursuivi le président turc, confirmant des informations publiées ces derniers jours par les médias turcs.

M. Erdogan n'a cependant mentionné à aucun moment les éventuels enregistrements audio ou vidéo dont la presse turque et certains responsables turcs font état depuis le début de l'enquête. Le président turc, dont le pays entretient des relations complexes avec l'Arabie saoudite, un rival diplomatique mais aussi un important partenaire économique, a paru soucieux d'épargner le roi Salmane, se disant «confiant» dans le fait que ce dernier coopérerait avec la Turquie dans l'enquête. Pour Soner Cagaptay, chercheur au Washington Institute of Near East Policy, M. Erdogan «ne veut pas d'une rupture avec le roi saoudien» et entend «donner une chance supplémentaire aux efforts» de médiation de Washington.

R. C.



Points chauds

Retraite

Par Fouzia Mahmoudi

Avant et après les élections présidentielles françaises il a longtemps été question du remplacement de Marine Le Pen à la tête du Front national par sa nièce Marion Maréchal (Le Pen). Les militants et sympathisants frontistes étaient en effet nombreux à penser que la jeune, alors députée, ferait une meilleure présidente de parti ainsi qu'une meilleure candidate à la présidentielle. Et deux plus tard, le mouvement d'extrême-droite a changé de nom, et Marion Maréchal a pris sa retraite politique, pour se concentrer sur son projet d'école, pourtant, elle reste favorite aux yeux de la base électorale, non seulement du Rassemblement national (ex-FN), mais également de l'électorat de la droite traditionnelle. Cette semaine, au sein même des Républicains, la cote de popularité de l'ex-députée FN dépasse celle du chef du parti, Laurent Wauquiez. Pour la première fois, Marion Maréchal obtient 44 % d'opinions favorables auprès des sympathisants LR contre 52 % d'avis négatifs (- 12). Un bond de 13 points depuis septembre dernier qui lui permet de passer de la 14^e à la 8^e place dans le classement des personnalités politiques préférées du mouvement de droite. Et de dépasser ainsi celui qui est pourtant patron du premier parti d'opposition, Laurent Wauquiez, relégué au 10^e rang (il perd deux places). Pour Federico Vacas, directeur adjoint du département politique et opinion d'Ipsos, cette très nette amélioration de l'image de Marion Maréchal dans un électorat de droite classique «montre une certaine radicalisation des sympathisants LR qu'elle parvient à capter grâce à un discours débarrassé d'une certaine forme d'étatisme». Celui-là même que Florian Philippot s'est évertué à injecter dans la doctrine frontiste portée par Marine Le Pen et qui a fini par déboussoler une partie de l'électorat du Front national plus habitué au libéralisme échevelé de Jean-Marie Le Pen. Le positionnement économique de Marion Maréchal contribuerait donc à séduire des Républicains au détriment de Laurent Wauquiez, qui peine pour sa part à conquérir la bienveillance de sa famille politique. Les silences du leader LR justifiés par une volonté d'être «dans le temps long» finissent aussi par laisser de l'espace à d'autres responsables politiques et par inquiéter ses lieutenants. Jusqu'à présent, l'ancienne députée FN du Vaucluse n'avait jamais dépassé la barre des 40 % de jugements favorables auprès des sympathisants LR. Une fois, elle les avait frôlés en réunissant 39 % d'opinions positives de ce côté-là du spectre électoral. C'était en juillet 2017, la droite venait de perdre l'élection présidentielle et la nièce de Marine Le Pen d'annoncer son retrait de la vie politique pour raisons personnelles. Et si ce sondage ne fera certainement pas changer d'avis à Marion Maréchal sur sa carrière politique immédiate, la droite et notamment Laurent Wauquiez ont eux de quoi se poser des questions et remettre en cause leur stratégie actuelle, qui non seulement ne leur fait gagner aucun point politiquement, mais surtout leur en fait perdre auprès de leurs sympathisants et plus précisément leur électorat.

F. M.

États-Unis

Face au cortège de milliers de migrants, Trump tente de galvaniser les électeurs

Donald Trump s'est saisi de l'avancée d'un cortège de milliers de migrants marchant vers les États-Unis pour replacer au cœur de la campagne des élections cruciales de mi-mandat le sujet brûlant de l'immigration et galvaniser sa base, prenant les démocrates en défaut. «C'est un assaut contre notre pays, un assaut», a martelé Donald Trump devant des supporters enthousiastes au Texas, État frontériste avec le Mexique, reprenant avec engagement le sujet de l'immigration qui avait figuré au cœur de sa campagne présidentielle victorieuse en 2016. Les images de milliers de migrants honduriens avançant groupés à travers le Guatemala puis le Mexique tournent en boucle depuis la semaine dernière sur les écrans américains. Un hasard du calendrier qui «ne pouvait pas mieux tomber» pour les républicains, souligne Muzaffar Chishti, avocat et directeur de l'institut sur les politiques de migration à l'université de droit de New York. Dans deux semaines exactement, le 6 novembre, les Américains sont appelés à voter pour renouveler le Congrès, contrôlé par les

républicains. Les démocrates ont de bonnes chances de reprendre la Chambre des représentants mais la voie est plus compliquée pour qu'ils s'emparent du Sénat. Et avec de nombreuses élections extrêmement serrées, tout peut faire basculer l'issue du scrutin. «Pendant que nous parlons, le parti démocrate encourage des millions d'étrangers illégaux à entreprendre nos lois et violer nos frontières et submerger notre pays», a accusé, sans fondement, le président américain. Il laisse notamment entendre que des clandestins pourraient voter illégalement. Évoquant la menace terroriste, Donald Trump affirme en outre que des personnes originaires du Moyen-Orient se sont glissées dans cette «caravane», ainsi que des membres du gang salvadorien ultra-violent MS-13. Un argument qu'il a encore repris mardi en présence de son vice-président, Mike Pence. Ce dernier a jugé «inconcevable» qu'il n'y ait pas des personnes originaires du Moyen-Orient «dans cette foule». M. Pence a également affirmé que le président hondurien, Juan Orlando Hernandez, lui avait dit

que ce cortège de migrants était «organisé par des groupes de gauche au Honduras, financé par le Venezuela et envoyé vers le Nord pour défer notre souveraineté». L'ex-député hondurien Bartolo Fuentes, du parti Liberté et Refondation (gauche), a expliqué à l'AFP avoir encouragé les migrants à se regrouper: «Je leur ai conseillé sur les réseaux sociaux de partir ensemble car c'est moins dangereux». Exténués après déjà dix jours de marche, les quelque 7 000 migrants en majorité honduriens, dont des femmes et des enfants en bas âges, se sont reposés mardi dans le sud du Mexique, à environ 1 800 kilomètres du poste frontière américain le plus proche. Des stratégies républicaines l'ont reconnu publiquement: le parti au pouvoir ne pouvait rêver d'un meilleur timing pour la campagne électorale. Oubliée désormais l'indignation, jusque dans les rangs républicains, provoquée par la séparation des familles de migrants ordonnée par l'administration Trump cet été.



Exposition sur les arts optiques de l'américaine Anne Murray

«Un message à tous les intolérants»

■ Une exposition de l'artiste américaine Anne Murray est ouverte depuis dimanche à Oran, offrant au public le plaisir de la découverte. L'artiste, présente sur place, a exprimé son enthousiasme de rencontrer le public algérien, soulignant que cette exposition se veut un message à tous les intolérants pour devenir civilisés en dominant les pulsions négatives et faire preuve de positivisme pour vivre en paix et en sécurité.

Par Abia Selles

Une exposition sur les arts optiques de l'artiste américaine Anne Murray se tient depuis dimanche soir aux cimaises de "Civ œil" à Oran. L'exposition présente sur trois écrans une collection de photos, des lumières et des sons attirant l'attention avec des mouvements répétitifs.

Parmi les images exposées, une lampe à gaz qui reflète une lumière faible et instable accompagnée de sons parfois violents et autres doux «pour exprimer l'état psychique et les sensations

que vit l'homme sous l'effet de tensions et du stress quotidiens», a expliqué Anne Murray aux visiteurs de cette exposition qui dure 15 jours.

Un écran vidéo projette les ailes d'une colombe blanche tachées de sang défilant l'une après l'autre. Un modèle de pieuvre est aussi exposé à l'entrée de la galerie. L'artiste a expliqué que cette exposition reproduit les interrogations de l'homme et ses comportements vis-à-vis d'agressions, de tensions et autres situations et reflète surtout la société américaine à laquelle elle appartient avec ses facettes traduisant la xénophobie, le

racisme, la violence qui conduisent à la peur et au mal d'autrui.

Elle a également souligné que ses tableaux sont un message à tous les intolérants pour devenir civilisés en dominant les pulsions négatives et faire preuve de positivisme pour vivre en paix et en sécurité. Artiste d'origine irlandaise, Anne Murray s'est spécialisée en arts optiques après avoir suivi une formation à Paris (France) et à New York (USA). Elle a organisé plusieurs expositions en Europe, Afrique du Nord, Amérique et Asie et a pris part, en 2017 à Oran, à la Biennale méditerranéenne d'arts contemporains.



Forum international consacré à Kateb Yacine

La «géographie» de l'écrivain, thème de la huitième édition

La 8^e édition du Forum international sur Kateb Yacine, prévue à Guelma du 27 au 30 octobre courant, sera consacrée au thème de «la géographie» de l'auteur de *Nedjma*, a-t-on appris

mardi auprès du comité d'organisation. Une vingtaine de communications sont programmées durant cette rencontre littéraire qui se tiendra au théâtre régional Mahmoud-Triki et coïncidera

avec le 29^e anniversaire de la mort de cet écrivain qui vécut de 1929 à 1989, a indiqué à l'APS Ali Abbassi, président du comité d'organisation.

Il a expliqué qu'à travers ces

interventions, «la cartographie» dressée par l'auteur dans des œuvres, les villes, les reliefs, les fleuves et tant de données géographiques, «décor» des œuvres de Kateb, sera revisitée.

La rencontre abordera toutes les questions en rapport avec l'environnement et les sites géographiques dont s'était inspiré l'auteur pour écrire ses œuvres, a ajouté M. Abbassi, également président de l'association de promotion du tourisme et de l'animation culturelle, initiatrice du forum.

Des chercheurs et universitaires des différentes universités nationales ainsi que de France, du Brésil, du Congo, de la Tunisie, du Maroc et du Liban participeront à cette manifestation littéraire, selon la même source.

M. K.

Musique

Le trio Idir, Aït-Menguellet et Allaoua en concert à Bercy

«1, 2, 3 Kabylie» est un concert qui mettra, le 12 janvier 2019, correspondant à la fête de Yennayer 2969, sous les projecteurs trois légendes de la chanson kabyle Idir, Aït-Menguellet et Allaoua sur la grande scène parisienne de Bercy.

«Une grande fête qui doit rassembler tous les amoureux de la chanson kabyle, les fans (en famille ou entre amis) et toutes générations confondues», ont annoncé mardi après-midi à Paris les organisateurs dans une conférence de presse à laquelle ont assisté l'auteur-compositeur-

interprète Idir et l'artisan d'un nouveau groove Mohamed Allaoua. L'autre monument de la chanson kabyle n'a pu être à la conférence de presse en raison d'un «ennui de santé sans gravité», a-t-il précisé dans un message audiovisuel, donnant rendez-vous à Bercy. Le concert, le premier du genre dans cet Everest du spectacle à Paris, est en coproduction entre Alliche Productions, Harissa Music et ChekTour Events, des promoteurs qui veulent mettre sous les projecteurs, le temps d'une soirée, la richesse et la diversité de

la culture algérienne. Comme ils veulent valoriser la culture kabyle par le prisme de ces trois légendes qui «distillent la poésie, l'intelligence, l'amour, la révolte, la langue berbère, la beauté, l'universalité auprès d'un public fidèle». C'est là où Idir, qui a exprimé sa joie de participer à ce concert, a souligné que la chanson kabyle «s'accroche beaucoup plus à sa kabyllité», préconisant son extension vers l'extérieur pour lui «donner de la visibilité» pour qu'elle s'épanouisse. «Le message qu'on veut donner à travers ce concert c'est l'union

et l'affut du positif que nous portons», a-t-il dit, considérant que l'institution de Yennayer en tant que fête nationale fêlée est un «bon pas», mais «il faut désenclaver la chanson kabyle», a-t-il insisté. C'est dans ce cadre que les promoteurs souhaitent, à travers ce concert, «transmettre un message d'amour transcendant les frontières et les peuples» et «faire vivre le patrimoine musical commun dans une même unité de temps et de lieu, à ceux qui sont éloignés de leur culture, parfois depuis des générations».

F. H.

Bibliothèques traditionnelles du sud du pays

Plus de 35 000 manuscrits conservés

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a fait état, mardi à Alger, de 35 000 à 40 000 manuscrits conservés dans les bibliothèques traditionnelles dans le sud du pays, en sus de 5 000 autres recensés à la Bibliothèque nationale (BN). Invité de la Chaîne 1 de la Radio algérienne, M. Mihoubi a précisé qu'il était impossible à l'heure

actuelle de recenser le nombre exact des manuscrits sauvegardés dans les bibliothèques traditionnelles du Sud, ajoutant que ses services s'employaient à en déterminer le nombre avec les propriétaires de ces bibliothèques. Il a rappelé, dans ce sens, que l'environnement au Sahara «est plus adéquat» pour conserver ces manuscrits, notamment

dans les wilayas d'El Bayadh, Béchar, Adrar et Timimoune. Il a appelé également les propriétaires de ces bibliothèques à collaborer avec les services culturels spécialisés, pour leur permettre de procéder à l'entretien, le recensement et la numérisation de ces manuscrits.

D. R.

Festival «Visa for Music» de Rabat

Ifrikya Spirit à l'affiche

Le groupe de musique algérien «Ifrikya Spirit» est au programme du 5^e Festival et marché des musiques d'Afrique et du Moyen-Orient «Visa for Music», prévu du 21 au 24 novembre prochain à Rabat (Maroc), rapporte la presse locale. Ifrikya Spirit, Fondé en 2009

par l'artiste Chakib Bouzidi, il déroulera un répertoire varié alliant des musiques africaines, du Sahara et du Sahel africain en plus du diwane, genre musical très répandu en Algérie et au Maroc. La troupe qui a sorti en 2015 «Ifrikya Spirit», son premier album éponyme a animé des

scènes dans plusieurs villes d'Algérie, Béchar et Alger, notamment.

Outre le Maroc, des artistes du Gabon, du Cameroun, du Burkina Fasso ou encore d'Égypte participent à «Visa for Music», un rendez-vous incontournable des professionnels de

la musique. Considéré comme le premier festival et marché professionnel des musiques d'Afrique et du Moyen-Orient, le festival a pour objectif de mettre en valeur les musiques et les artistes de ces régions du monde, selon ses organisateurs.

R. C.

AGEND'ART
Centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger
Jusqu'au 25 octobre :
 Exposition d'arts plastiques avec l'artiste peintre plasticien Abderrahmane Bekhti.
Galerie Seen Art
Jusqu'au 3 novembre :
 Exposition collective intitulée «Versions Originales» avec les artistes Yasser Ameur (L'homme jaune), Leila Boutamine, Amar Briki, Faiza Maghni, Adlane Samet, Mayalnes Touam et Hocine Zaourar.
Galerie d'art Dar-EL-Kenz (Lot Bouchaoui 2, n°325, Chéraga, Alger)
Du 27 octobre au 7 novembre
 18^e Salon d'automne du petit format, avec la participation de 24 artistes dont Bettina Heinen Ayech, Catherine Rossi, Shahriar Pirrozam, Samia Skenazen, Moussa Bourdine, H'ssissen, Mohamed Massen et Rachid Talbi. Vernissage le samedi 27 octobre, à partir de 15h.
Galerie d'Arts Mohammed-Racim (7, Avenue Pasteur, Alger-Centre)
Jusqu'au 3 novembre :
 Exposition de peinture de Djahida Houadef, sous le thème «Passage rituelique».



Ligue des champions d'Afrique (1/2 finale retour)
L'«Aigle Noir» méritait mieux

L'ES SÉTIF a battu, mardi soir à Sétif, le club Al Ahly du Caire (2-1), en match retour, pour le compte de la demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique mais a raté sa qualification pour la finale de la prestigieuse compétition africaine. En match aller, la formation sportive sétifienne s'est inclinée face à Al Ahly par 2-0. Les Egyptiens ont ouvert le score lors de ce match retour disputé au stade du 8-Mai-1945 à la 61' par l'international Walid Slimane. Les buts de l'ES Sétif ont été signés aux 67' et 71' par Bakir et Ghacha. Al-Ahly affrontera en finale de la

Ligue des champions d'Afrique l'Espérance de Tunis qui s'est qualifiée en battant la formation angolaise, Primeiro De Agosto (4-2). Les gars des Hauts-Plateaux méritaient mieux, eux, qui se sont donnés à fond lors de cette rencontre et ont présenté une rencontre de haute facture. Les joueurs sétifiens ont joué sans complexe, mais il est clair qu'ils ont perdu la qualification au match aller quand ils ont encaissé deux buts qu'il était difficile de remonter même devant des supporters déchaînés qui ont porté haut le club et les joueurs. **R. S.**

Ligue I Mobilis (12^e journée) / Match avancé

Le MCA pour oublier le cauchemar bordjien

■ Le Mouloudia d'Alger affronte demain après-midi la JS Saoura pour le compte d'un match avancé de la 12^e journée de la Ligue I Mobilis et fera tout son possible pour continuer sa belle série après avoir arraché trois succès consécutifs.



Les Mouloudéens veulent panser leurs blessures

Par Mahfoud M.

Le doyen des clubs algériens qui n'a pas totalement pansé ses blessures après les graves incidents dont ses joueurs ont été victimes à Bordj Bou Arréridj face au CABBA, souhaitait faire reporter ce match, des joueurs étant encore sous le choc. Mais la Ligue professionnelle a catégoriquement refusé. Les Vert et Rouge devaient donc faire avec et jouer ce match la mort dans l'âme et avec un moral touché, surtout après les sanctions énoncées par la commission de discipline, à la limite du ridicule, étant donné que le CABBA a obtenu quatre matchs à huis clos seulement, alors que le club est

récidiviste et d'autres incidents avaient déjà été constatés sur ce même stade du 20-Août-55 d'El Bordj, notamment face au NAHD et à l'ASAM, en plus du fait qu'un envahissement de terrain requiert une suspension de huit matchs au moins. Pour ce match, il faut savoir que le MCA jouera sans son gardien, Farid Chaâl, suspendu pour trois matchs par la LFP. D'autres éléments pourraient être absents, à l'image de Hachoud, blessé à la main après avoir été agressé à l'arme blanche, alors que le Malien Ndieng est abattu et sous le choc après tout ce qu'il a vécu à El Bordj et Azzi, touché à la tête après les derniers événements, est incertain. Le match sera une opportunité pour le nouveau

caoch, Adel Amrouche pour débiter sur le banc du Mouloudia, lui qui vient de finaliser avec le président, Kaci Saïd. Malgré tous les problèmes, les gars de Bab El Oued tenteront de se donner à fond pour réussir ce match et l'emporter afin de se rapprocher plus du duo de tête, même s'ils doivent faire très attention à cette équipe de la JSS qui se rendra à Alger avec un esprit conquérant pour se reprendre après le nul face au Paradou AC. Les poulaîns de Neghis restent décidés à revenir avec un résultat positif de cette sortie et pensent qu'ils sont capables de forcer le destin et réussir l'exploit de revenir avec au moins le point du nul. **M. M.**

MC Oran

Le CSA souhaite reprendre le club

LE PRÉSIDENT du club sportif amateur (CSA) du MC Oran, Tayeb Mahiaoui, a déploré la situation critique dans laquelle se débat depuis plusieurs années l'équipe de football que préside Ahmed Belhadj, affichant ses ambitions pour y reprendre le contrôle. «Ça fait déjà plusieurs années que l'équipe de football du MCO déçoit sur tous les plans. Les résultats enregistrés ne sont pas à la hauteur des espérances. «On attend la signature de la convention avec le club professionnel comme exigé par la Fédération algérienne de la discipline pour voir ce qu'il y aura lieu de faire», a déclaré Mahiaoui en marge de l'assemblée générale du CSA/MCO, tenue lundi soir. «C'est le CSA qui détient la majorité absolue du capital social de la Société sportive par actions (SSPA) du club, et il est temps d'exercer notre pouvoir, étant donné que les choses dans l'équipe de football ne fonctionnent pas comme on le souhaiterait», a-t-il ajouté. Il y a quelques jours, Mahiaoui avait déclaré, au cours d'une conférence de presse, que l'actuel président de la SSPA/MCO était en poste d'une manière «illégitime». «On avait voté pour qu'il préside le club de foot-

ball pour un mandat d'une seule année, mais force est de constater qu'il est toujours en poste depuis voilà cinq ans», a-t-il martelé. Les rapports entre Belhadj et les autres actionnaires de la SSPA/MCO, dont Mahiaoui, le patron du CSA, n'ont jamais été au beau fixe. La preuve : l'assemblée générale des actionnaires ne s'est plus tenue depuis près de trois saisons. Mahiaoui, dont les bilans moraux et financiers au titre des exercices 2016 et 2017 ont été approuvés par les membres de l'assemblée générale du CSA malgré la relégation de l'équipe de handball en Division Nationale, a désigné Mekki Djillali à la tête de la section handball à la place de Nacereddine Bessadjari. «Je ne connais rien au handball comparativement au football, raison pour laquelle j'ai décidé de confier les rênes de la section handball à Mekki Djillali à qui je fais entière confiance pour redonner au jeu à sept du MCO son lustre d'antan, même si cela dépend en grande partie de la disponibilité des moyens financiers, chose qui nous fait défaut ces dernières années, d'où la situation critique dans laquelle se débat notre équipe de handball», a-t-il expliqué.

Tennis / Classement mondial «juniors»
Les Algériens s'éloignent

LES DIX joueurs de tennis algériens les mieux classés sur le plan mondial de la catégorie juniors (5 garçons et 5 filles) ont connu une mauvaise semaine, avec une importante régression pour neuf d'entre eux, au moment où Lynda Benkaddour a été la seule à se maintenir à sa 176^e place, suivant la dernière publication de la Fédération internationale de la discipline (ITF). En effet, si la jeune Oranaise n'a gagné aucune place dans ce nouveau classement, elle a le mérite de s'être au moins maintenue dans la position qu'elle occupait déjà, et qui la place en tête des Algériennes les mieux classées sur le plan mondial de la catégorie, loin devant sa compatriote Inès Bekrar, qui elle a perdu 10 places cette semaine pour se retrouver au 530^e rang. Idem pour Houria Boukholda, Amina Ahlem Felloussa et Bouchra Rehab

Mebarki, respectivement 3^e, 4^e et 5^e meilleures Algériennes sur le plan mondial, et qui elles ont perdu 5, 10 et 13 places cette semaine. Chez les garçons, cette régression a été plus importante encore, puisque les cinq tennismen algériens ont tous enregistré un recul, y compris le meilleur d'entre eux, Youcef Rihane, qui a perdu 3 places pour se retrouver au 159^e rang. Il reste néanmoins l'Algérien le mieux placé dans cette hiérarchie, loin devant Samir hamza Reguig (2^e meilleur Algérien) qui, lui, pointe actuellement au 87^e rang, après une perte de 10 places cette semaine. De leur côté, Ryad Anseur, Mohamed Ali Abibsi et Mohamed Racym Rahim, respectivement 3^e, 4^e et 5^e meilleurs Algériens sur le plan mondial ont perdu 12, 9 et 13 places. Anseur recule ainsi au 1341^e rang, devant Abibsi (1537^e) et Rahim (1889^e).

Ligue II (12^e journée)

L'ASO sur du velours, le WAT en danger

Le leader de la Ligue II Mobilis, l'ASO Chlef évoluera, lors de cette 12^e journée, sur du velours lors de son match samedi face à l'ES Mostaganem. Se trouvant sur une belle lancée, la formation chélifienne fera tout son possible pour confirmer sa bonne santé et ajouter trois autres points à son escarcelle. Certes, les Mostaganémois ne se laisseront pas faire, mais les gars de Chlef sont décidés à prendre la victoire pour consolider leur position. De son côté, le dauphin, l'US Biskra ne devrait pas trouver de peine à l'emporter en donnant la réplique à domicile au MC El Eulma. Les gars de la ville des Ziban sont réputés intraitables à domicile et ne

devraient pas laisser filer ces points à home, quel que soit l'adversaire, même s'il s'agit d'une équipe coriace, sachant que les Eulmis ont réussi de belles opérations par le passé à l'extérieur de leurs bases. Toutefois, ce ne sera pas le cas du WA Tlemcen qui aura la mission difficile lors de cette journée puisqu'il se rend à Alger pour en décrocher avec le RC Kouba. En manque de réussite depuis quelque temps et ayant un besoin pressant de points, les Koubéens ne se laisseront certainement pas faire et se donneront à fond pour remporter les trois points du succès même s'ils savent qu'ils doivent se méfier de leur adversaire du jour qui ne se

laissera certainement pas faire. Le derby du centre entre l'USM Bliida et l'USM El Harrach opposera deux équipes qui souffrent et n'arrivent pas à sortir de la zone rouge pour le moment. **M. M.**

Le programme :
Vendredi 26 octobre 2018 à 15h :
USMB-USMH
ABS-RCR
RCK-WAT
USMAN-ASMO
USB-MCEE
MCS-NCM
Samedi 27 octobre :
JSMB-JSMS
ASO-ESM

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Lutte antiterroriste

Destruction d'un atelier de préparation d'explosifs à Tizi-Ouzou

UN ATELIER de préparation d'explosifs contenant 11 bombes de confection artisanale et 2 obus, a été détruit mardi, suite à une opération de ratissage, menée à Tizi Ouzou, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique mercredi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et suite à une opération de recherche et de ratissage menée à Tizi-Ouzou (1^{re} Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 23 octobre 2018, un atelier de préparation d'explosifs contenant onze bombes de confection artisanale, deux obus pour mortier et divers autres objets, tandis

qu'un autre détachement de l'ANP a arrêté un élément de soutien aux groupes terroristes à Tissemsilt (2^e RM)», précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar (6^e RM), onze contrebandiers et saisi un camion, (4 000) litres de carburant, deux tonnes de ciment, ainsi que cinq détecteurs de métaux et sept motocyclettes, alors que sept quintaux de tabac ont été saisis à El-oued (4^e RM)», rapporte le communiqué.

F. Y.

Jeux africains

La 13^e édition aura lieu au Togo en 2023

LA 13^e ÉDITION des Jeux africains (JA), prévue en 2023, aura lieu au Togo, selon les experts du Comité technique et sportif africains, réunis en marge de la 3^e session du Comité technique spécialisé de l'Union africaine (UA) sur la jeunesse, la culture et le sport à Alger. La ville-hôte reste encore à désigner. Les JA-2019 auront lieu au Maroc qui a remplacé la Guinée équatoriale, rappelle-t-on.

Les représentants du Conseil du sport de l'UA et les experts africains ont pris note de la candidature du Ghana pour la première fois de l'histoire des JA et l'ont félicité pour «toutes les mesures prises jusqu'à présent pour préparer l'organisation de l'édition 2023».

Outre le Ghana, l'Égypte a également émis le vœu d'abriter la 13^e édition des Jeux africains, mais sa demande de candidature a été rejetée en raison de son envoi tardif (hors délais), a-t-on expliqué lors de la réunion d'Alger. Lancés en 1965, les Jeux africains sont une compétition multisports regroupant tous les quatre ans des milliers d'athlètes d'une cinquantaine de pays du continent africain.

Les premiers Jeux ont été organisés à Brazzaville (Congo) en 1965 et immédiatement reconnus par le Comité international olympique (CIO). Par la suite, plusieurs pays se sont succédé dans l'organisation: Nigeria (Lagos-1973), Algérie (Alger-1978), Kenya (Nairobi-1987), Égypte (Le Caire-1991), Zimbabwe (Harare-1995),

Afrique du Sud (Johannesburg-1999), Nigeria (Abuja-2003), Algérie (Alger-2007), Mozambique (Maputo-2011), Brazzaville (Congo-2015) et Maroc (Casablanca-2019).

Il est à rappeler que depuis la dissolution, en 2013 à Abidjan, du Conseil supérieur du sport en Afrique (CSSA), lors d'une assemblée extraordinaire en marge de la Conférence africaine des ministres des Sports africains, la tutelle des Jeux africains, autrefois organisés par le CSSA, a été confiée à l'ACNOA (Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique) et à l'UCSA (Union des Confédérations sportives d'Afrique).

En février dernier, un accord pour la gestion et le management conjoint des prochains Jeux africains avait été signé au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba (Éthiopie) par l'ACNOA, l'UA et l'UCSA.

Cet accord permettra la concession des Jeux africains à l'ACNOA, avec le suivi technique de l'UCSA.

Agences

Corruption dans le football algérien



L'OMNIS

Djalou@hotmail.com

Nouvelle aéroport de l'aéroport d'Alger

Appel à une bonne coordination entre les différents services

■ Le ministre des Travaux Publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a appelé à une bonne coordination entre les différents services concernés par le projet de la nouvelle aéroport de l'aéroport international Houari-Boumediene, indique un communiqué du ministère.

Par Dalila O.

Lors d'une visite d'inspection, mardi, à la nouvelle aéroport, M. Zaalane a mis l'accent sur l'importance d'une bonne coordination entre les différents services et l'intensification des essais concernant les systèmes techniques et informatiques notamment le système de contrôle des bagages, l'enregistrement des voyageurs, les ascenseurs et les escalators pour parer à tout imprévu lors de

la mise en exploitation de cette infrastructure. M. Zaalane était accompagné, lors de cette visite périodique qui s'inscrit dans le cadre du suivi sur le terrain des méga-projets du secteur, par le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, du directeur général de la Sûreté nationale, Mustapha El Habiri et du directeur général des Douanes, Farouk Bahamid. L'objectif de la visite dudit projet qui connaît un bon taux d'avancement

et auquel le président de la République, Abdelaziz Bouteflika accorde une grande importance, est de s'enquérir de près des conditions et préparatifs de mise en service de cet important ouvrage d'art, en veillant à assurer une bonne coordination entre les services concernés en termes de prestation de services et de sécurité pour garantir des services de qualité au niveau de cette réalisation. D. O.

Université Ryerson à Toronto

Projection du film «Zabana» de Saïd Ould Khelifa

Le film «Zabana» du réalisateur Saïd Ould Khelifa, sera projeté samedi 3 novembre à l'université Ryerson à Toronto (Canada), dans le cadre de la célébration du 1^{er} novembre fête

de la révolution algérienne, à l'initiative de la nouvelle association des algériens du Grand Toronto (AAGT) et en collaboration avec l'ambassade d'Algérie au Canada. Le film «Zabana»

réalisé en 2012 est un témoignage sur des événements importants ayant marqué l'histoire de la révolution algérienne. Ce long métrage traite de la guerre de Libération nationale à travers le personnage d'Ahmed Zabana, le premier martyr guillotiné par les forces coloniales, le 19 juin 1956. Cette initiative est appuyée par le recteur de l'université de Ryerson à Toronto, le professeur, Mohamed Lachemi, ressortissant algérien diplômé de l'université des sciences et de la technologie d'Oran (USTO). L'association des Algériens du Grand Toronto (AAGT) a été créée le 18 juin 2018 à Toronto et dirigée par le ressortissant algérien Housseyn Belaiouer. A. O.

Oran

Arrestation d'un individu en possession d'un montant de 19 500 euros

LES ÉLÉMENTS de la brigade de sécurité routière de la Gendarmerie nationale de Oued Tlélat (Oran) ont arrêté mardi soir un individu en possession d'un montant de 19 500 euros, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité. Lors d'un contrôle au niveau de la RN 4 reliant Oued Tlélat à Oran, la fouille d'un véhicule a permis de découvrir un montant en devises estimé à 12 000 euros soigneusement dissimulés sans aucun document ou

bordereau de compte justifiant l'origine du montant. Une autre somme de 7 500 euros a été trouvée dans le sac du conducteur avec un bordereau de retrait d'un compte bancaire en devises lui appartenant, a-t-on indiqué. Le mis en cause a été arrêté et transféré au siège de la brigade de sécurité routière de la Gendarmerie nationale de Oued Tlélat pour complément d'enquête, a-t-on ajouté de même source. R. N.